

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 265. — 18 DECEMBRE 1965

LE CHOIX EST CLAIR

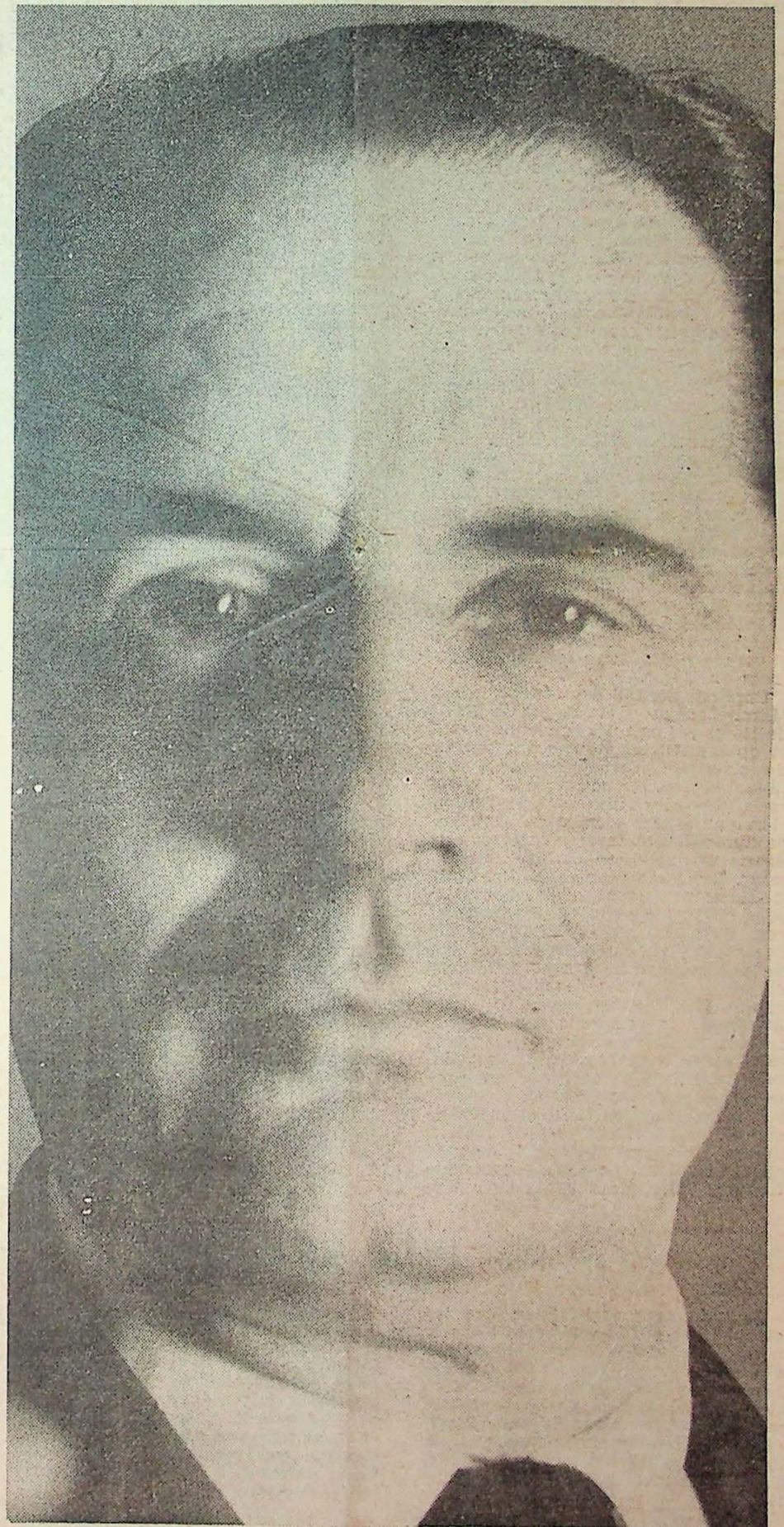
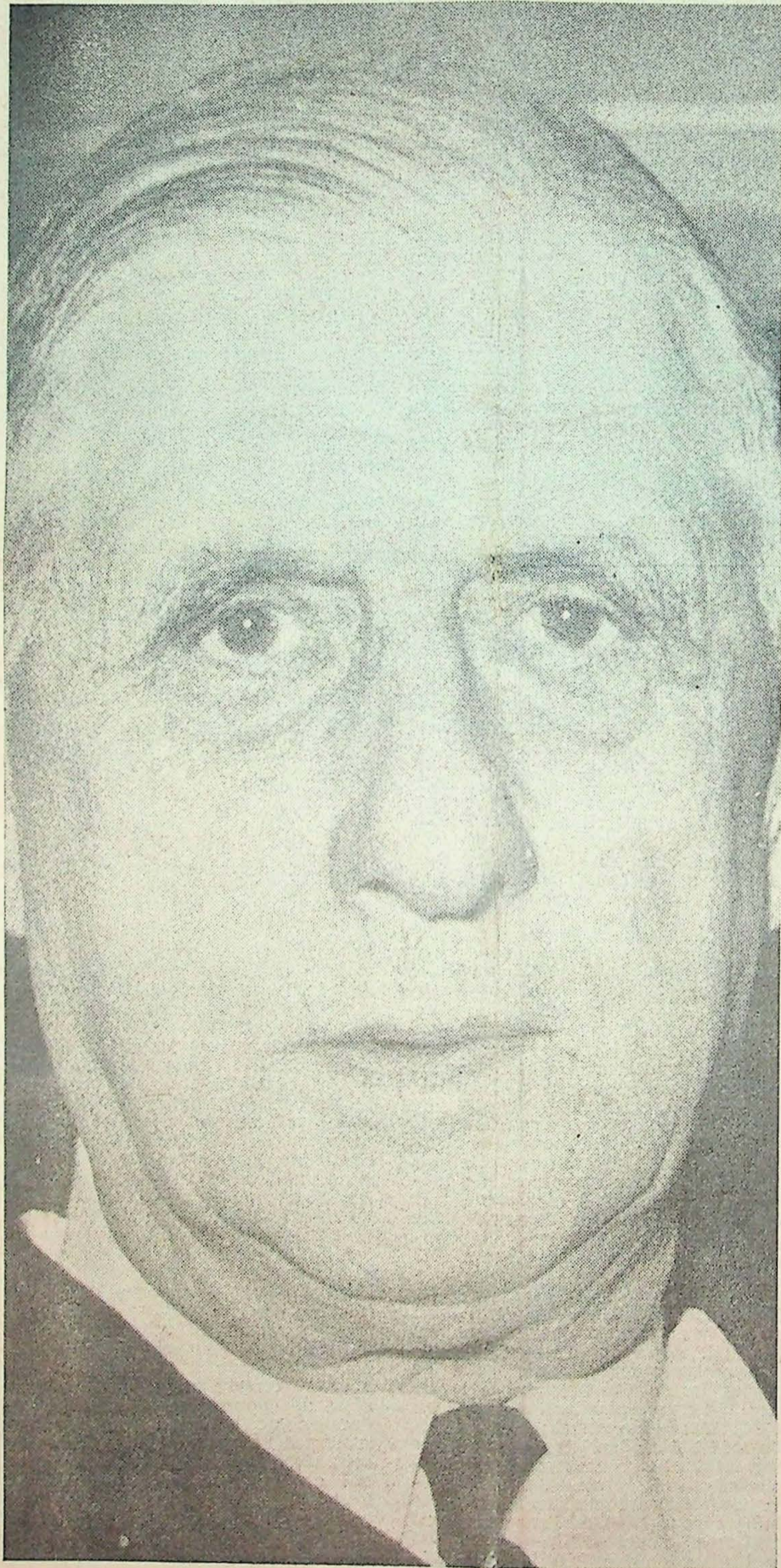


Photo Agfip.

Contre le GAULLISME votez MITTERRAND

CONTROVERSE

L'Europe, le P.S.U. et le Socialisme

Dans son intervention au dernier Comité central du P.C.F., Waldeck-Rochet a pu affirmer tranquillement que la position du P.S.U. sur l'Europe était à peu près identique à celle de la S.F.I.O. et du parti radical. Ceux qui connaissent les textes programmatiques du P.S.U., du congrès de Clichy au congrès de Genève, auront rectifié d'eux-mêmes et auront porté l'affirmation de Waldeck Rochet au crédit de cette méthode bien connue qui s'appelle l'amalgame.

Toutefois, reconnaissons-le, il subsiste bien des équivoques quant à l'interprétation qu'il faut donner à nos textes de congrès ou de conseils nationaux et il n'est pas rare de voir des membres éminents du parti avancer des vues quelque peu aventurées. C'est le cas, me semble-t-il, du camarade Harris Puisais qui, dans un éditorial en date du 6 novembre, s'est fait l'avocat de la commission du marché commun (dite commission Hallstein) contre l'attitude hostile du gouvernement français. On comprend, certes, que des militants responsables du parti tiennent à manifester hautement leur opposition au gaullisme et à sa politique étrangère nationaliste mais, en l'occurrence, il paraît bien que leur élan les a menés trop loin. Harris Puisais écrit ainsi : « Tous les commissaires ont eu, depuis sept ans, à inventer solutions et procédures, à ménager les susceptibilités de chacun des gouvernements, à roder le fonctionnement de la première autorité communautaire. Ces premiers Européens ont dû faire face à une tâche ingrate et ne méritaient pas ce subit opprobre du gaullisme. » Un peu plus loin, il conclut d'ailleurs qu'il aurait fallu adopter le budget communautaire proposé par la commission, celui-ci étant avantageux pour l'économie française et particulièrement pour son agriculture. Harris Puisais ajoute, il est vrai, que cette construction européenne ne correspond pas totalement à notre conception d'une Europe socialiste, mais il est clair qu'il conçoit le renforcement du rôle de la commission Hallstein comme une étape vers le renforcement de la supra-nationalité et vers la réalisation d'objectifs socialistes en Europe.

Implicitement, il pose par là que le Marché commun établi par le traité de Rome est objectivement progressif et qu'il suffit au mouvement ouvrier de lutter contre les tendances « néolibérales » pour que les potentialités socialistes contenues dans la formation d'un espace économique de grande dimension se fasse jour. C'est évidemment une simplification inacceptable. Les institutions nées du traité de Rome ne servent, ni de près, ni de loin, les intérêts des classes populaires, elles établissent bien plus des organismes presque totalement hors de portée pour les forces socialistes et très étroitement liés aux intérêts capitalistes. Rappelons, à titre d'exemple, le rôle joué par la commission Hallstein et plus précisément par l'un de ses membres, R. Marjolin, dans la diffusion en Europe des politiques dites de stabilisation monétaire (entre autres en Italie et en France) qui consistent, depuis 1963, à limiter les augmentations de salaires et l'élévation de la consommation populaire. Mais il faut aller plus

loin et bien se rendre compte que la plupart des organismes européens représentent une variété nouvelle de concertation entre les grands monopoles et l'Etat (ou plus exactement les Etats nationaux). L'Etat supra-national qui serait l'aboutissement logique des tendances révélées par la Haute Autorité de la C.E.C.A. et par la commission Haistein, ne serait en aucun cas plus favorable aux intérêts des travailleurs. Bien au contraire, il s'appuierait sur une concentration internationale sans précédent des grands groupes oligopolistiques et sur une coordination incontrôlée, voire un début de fusion des Etats nationaux, pendant que les classes populaires seraient, elles, maintenues au niveau national.

Face à cette conception de l'Europe supra-nationale, l'Europe des patries proposée par les gaullistes n'est évidemment pas une véritable solution de rechange. De Gaulle ne s'oppose pas à l'économie concertée au niveau européen, il ne s'oppose même pas à l'influence économique des Etats-Unis, il cherche seulement à sauvegarder un certain nombre des prérogatives de l'Etat et du capitalisme français. Mais il est faux que l'on ait à choisir entre l'une ou l'autre orientation néo-capitaliste (pro-américaine ou pro-gaulliste). Les socialistes peuvent et doivent définir dès maintenant leur conception de la transition au socialisme en Europe, c'est-à-dire — sans se laisser enfermer dans le cadre actuel — tracer les grandes lignes du programme de combat qui conduit à une Europe socialiste en partant du niveau actuel de la conscience des masses dans les pays européens. Les éléments de ce programme déjà dégagés par le parti sont les suivants :

— unité syndicale européenne pour faire face à l'unité syndicale patronale ;

— coordination de l'action des partis se réclamant du socialisme, se traduisant en particulier par la mise au point d'actions simultanées et convergentes ;

— lutte pour le désengagement et pour la réunification de l'Allemagne sur une base neutraliste (rupture de l'O.T.A.N. et de l'U.E.O.) ;

— construction européenne ouverte aux pays de l'Est européen.

Mais il est évident que cela ne suffit pas et qu'il faut compléter ces thèmes par des mots d'ordre concernant :

— une conception socialiste de la supra-nationalité (par fédération progressive de pouvoirs politiques socialistes) ;

— une conception socialiste de l'intégration économique, prévoyant une mise au point rationnelle de la division internationale du travail.

Tout cela peut apparaître bien utopique à beaucoup de camarades, mais en ce domaine comme dans d'autres on ne fera jamais de progrès si l'on ne trace pas de perspectives. Il apparaît en tout cas qu'il serait tout à fait irresponsable de ne pas utiliser la crise actuelle de la petite Europe pour montrer ses aspects rétrogrades, pour s'attaquer au traité de Rome et pour montrer que la classe ouvrière n'a pas besoin de se subordonner aux desseins de ses adversaires.

J.-M. Vincent.

Réponse d'Harris Puisais

Je note avec satisfaction que les colonnes de « T.S. » peuvent s'ouvrir à une discussion aussi importante que celle de la construction européenne. La campagne pour les élections présidentielles a mis ce problème au premier plan. Et notre Parti devra en discuter plus à fond qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Nous pourrions donc, Vincent et moi, opposer nos conceptions.

Mais déjà, je voudrais bien préciser que mon article du 6 novembre s'intitulait : « De Gaulle et le Marché commun agricole » et non pas « Le P.S.U. et l'Europe ». Par conséquent si j'entendais préciser les rapports que la France avait eus avec la Commission Hallstein, et dire que le plus souvent celle-ci avait défendu les intérêts français, je ne prétendais en aucun cas prendre position sur le fond. Je voulais démontrer l'importance du Marché commun agricole pour la France.

Ma divergence avec Vincent est donc celle-ci : je dis que l'existence de la commission n'a rien à voir avec les garanties que nous devons obtenir pour que le contrôle des autorités communautaires demeure démocratique. Et que la « socialisation » de l'Europe ne passe pas par la suppression automatique des structures communautaires déjà établies (tel le Marché agricole).

Seul le contrôle politique d'une assemblée élue au suffrage universel pourra éviter au pouvoir technocratique d'être tout puissant et irresponsable. Il appartiendra à ce pouvoir politique de définir les structures d'un contrôle démocratique syndical. Tout cela n'est pas utopique mais possible à court terme. Il y a des moments où la politique des « mots d'ordre » doit faire place à la politique des responsabilités.

H. P.

MEETINGS

A travers toute la France, les responsables du P.S.U. participent à des meetings communs pour la victoire du candidat de la gauche au second tour.

Au cours des deux dernières journées de la campagne, les orateurs suivants prendront la parole, notamment dans la région parisienne.

● JEUDI 16 DECEMBRE :

Pierre STIBBE, à Saint-Etienne.
Edouard DEPPEUX, à Clamart.
Pierre BEREGOVY, à Champigny.
Harris PUISAIS, à Paris-XIII.
René MARCHI, à Paris-XIX.
Philip. LAUBRAUX, à Paris-XVIII.

ELECTIONS

Un texte de base : l'avenir de l'éducation nationale, vu par le gaullisme

Voici une circulaire intéressante à bien des égards. Elle émane d'un organisme appelé Direction des Relations Publiques et de l'Information. B.P. 221-07 Paris. Comme chacun pourra s'en rendre compte, l'information est bien dirigée et il serait étonnant que le lecteur ne comprenne pas la bonne intention qui préside à une telle rédaction.

Le 5 décembre prochain, ce sont les principes d'une République rajeunie qui sont en jeu. Aucune illusion ne doit être permise ! Derrière l'apparence de formules soi-disant « jeunes », « sociales », « progressistes », la réalité est claire pour tout esprit perspicace. Ou le peuple français confirme, avec le général de Gaulle, un salutaire renouvellement politique ou il acceptera le retour à l'impuissance des partis qui amène, avec elle, le renouveau des querelles idéologiques, le sectarisme sans oublier les influences étrangères.

Notamment la paix religieuse, dont l'un des fondements a été la politique scolaire de la V^e République, sera rapidement mise en cause.

Face à la situation dont chacun a gardé le souvenir, c'est le général de Gaulle qui a permis et imposé le revirement nécessaire.

On oublie trop que les premiers actes destinés à sortir l'école privée, et notamment l'école catholique, du ghetto où elle devait périr, ont été les deux lois de 1951, l'une sur les bourses, l'autre sur l'allocation scolaire. Quel que soit le nom des parlementaires par lequel elles sont citées (loi Marie, loi Barangé), elles sont dues, l'une et l'autre, exclusivement au fait qu'aux élections de juin 1951, plus d'une centaine de députés avaient été élus sous le signe du rassemblement du peuple français, c'est-à-dire du général de Gaulle. Ce sont eux qui ont contraint un gouvernement instable et un Parlement divisé à une innovation fondamentale que d'autres formations, quoique faisant appel à la religion ou s'en réclamant, n'avaient jamais osé entreprendre en raison des attaches qu'ils entendaient conserver avec d'autres partis afin de poursuivre ensemble les étranges coalitions dont chacun a gardé le souvenir.

Dès son retour au pouvoir, en 1958, le général de Gaulle décida de mettre à l'étude les diverses solutions qu'exigeait la paix scolaire et son gouvernement se mit à la tâche. Après des mois d'ardentes discussions, le premier Parlement de la V^e République vota la loi du 31 décembre 1959 (loi Debré).

Volontiers, on met l'accent sur les incidences financières de cette loi : il est vrai que le changement est profond. Alors que l'aide financière à l'enseignement privé au titre de toutes les lois antérieures à la loi de 1959 (y compris la loi Falloux en 1849) représentait au titre du budget de 1966 150 millions de francs actuels (un milliard cinq cents millions d'anciens francs), la seule loi du 31 décembre 1959 est inscrite à ce même budget pour 1.000 millions (soit cent milliards d'anciens francs). 37.084 instituteurs privés des classes primaires, sur un total de 39.000, ont vu leur traitement pris en charge par l'Etat et dans l'enseignement secondaire, 15.695, sur un total de 26.000, bénéficient d'un traitement public : le total de ces deux chiffres donne 53.000 maîtres de l'enseignement privé désormais rémunérés, soit plus de 80 p. 100 du corps de l'enseignement privé. Ce pourcentage sera prochainement plus élevé quand le contentieux des contrats sera terminé. En cette fin d'année, de toutes

Georges GONTCHALOFF, à Vanves.
Manuel BRIDIER, à Antony.
Henri LECLERC, à Maisons-Alfort.

● VENDREDI 17 DECEMBRE :

Harris PUISAIS, à Louviers.
Pierre BEREGOVY, à Paris-IX^e et au Bourget.
Henri LONGEOT, à Nanterre.
Serge MALLET, à Longwy.
Jacques KERGOAT, à Alfortville.
Philippe LAUBRAUX, à Asnières.
Jean LEGER, à Romainville.
Georges GONTCHAROFF, à La Garenne-Colombes.
Charles PICANT, à Levallois.
Henri LECLERC, à Vitry.

les demandes de contrat qui ont été présentées, 10 p. 100 seulement ont été refusées et seulement une centaine de contrats font l'objet de contestations. En fait, ont été signés et ratifiés 10.937 contrats simples (10.247 classes primaires, 495 classes secondaires, 195 classes techniques) et 652 contrats d'association (187 classes primaires, 359 classes secondaires, 106 classes techniques). A ces chiffres on doit ajouter ceux qui découlent de l'aide toute récente à l'enseignement supérieur catholique, notamment pour ce qui concerne la recherche.

Cependant, quelle que soit l'importance de cette aide financière et les chances qu'elle donne à l'enseignement privé, ne serait-ce que par le sort plus humain quelle assure aux maîtres, se contenter de l'évoquer serait réduire la portée de l'œuvre réalisée avec prudence, mais avec tenacité par le général de Gaulle au cours de son septennat en vue d'une transformation en profondeur des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Le problème des aumôniers dans l'enseignement public ne peut être résolu d'un trait de plume ni en quelques mots. Seulement alors qu'il était passé sous silence et qu'une ombre épaisse cachait mal une volonté de sectarisme politique à l'abri de l'impuissance gouvernementale, un revirement a commencé dans les textes d'abord, dans les faits ensuite, enfin on commence à le voir dans les esprits. En même temps que l'enseignement privé retrouve des possibilités de subsister, que les régions de France où les familles qui y sont attachées de cœur retrouvent progressivement par l'égalité des droits un calme qu'elles avaient perdu, une modification en profondeur permet de jeter, entre l'Education nationale et la spiritualité religieuse, des ponts qui étaient rompus.

Cette œuvre, le général de Gaulle l'a entreprise parce qu'elle répondait à ses convictions intimes, qu'il ose afficher, modifiant ainsi une tradition insolite mais trop longtemps respectée. Il l'a menée à bien parce qu'elle représente, à ses yeux, une indispensable novation politique. En effet, au XX^e siècle, alors que tant de problèmes intérieurs et extérieurs assaillent la nation, le temps est venu, non seulement de l'oubli des querelles passées, mais de la reconstruction. La tolérance n'est pas un aboutissement, elle est un commencement. La liberté religieuse n'est pas une situation normale, elle est un combat permanent. Or la France ne peut apporter à tous les enfants tolérance et liberté religieuse qu'aux mêmes conditions qui lui permettent d'apporter la sécurité sociale ou l'expansion économique : un bon système de gouvernement, une autorité dégagée de l'emprise partisane. Ce n'est pas un hasard si, au cours des sept années écoulées, le revenu national a augmenté, le niveau de vie s'est élevé, l'apaisement des esprits a commencé. Tout se tient. Le succès d'un homme de parti — quel que soit ce parti — remettrait en cause tout ce qui a été entrepris. Tous les candidats qui se présentent contre le général de Gaulle ont annoncé des combinaisons politiques et des compromis. L'expérience a montré que les compromis se faisaient souvent aux dépens de la liberté religieuse et de l'égalité des droits des parents. Une autorité nationale peut seule réussir une tâche nationale.

Le succès du général de Gaulle, le 5 décembre, est indispensable à la poursuite de cette grande œuvre.

LE 19 DECEMBRE DOIT CONFIRMER LE 5

ON a très justement fait observer que le général de Gaulle, en se représentant, avait démontré d'une manière éclatante l'échec de son régime : en 7 ans et demi, il n'a pas su créer les conditions de son remplacement que la sagesse et le bon sens lui imposaient. Le ballottage qui lui a été infligé, avec 44 p. 100 des suffrages exprimés, prouve que M. Pompidou, ou n'importe quel autre de ses épigones, aurait été écrasé. Comparez les chiffres du référendum, puis des élections législatives de 1962 avec ceux du 5 décembre 1965 et vous serez édifiés sur les résultats qu'aurait obtenus un candidat U.N.R. avoué ou camouflé.

Ce qu'on n'a peut-être pas souligné avec une force suffisante, c'est que, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, un plébiscite voulu par le pouvoir s'était retourné contre ses inspirateurs. Ce qui est réconfortant et gros de promesses pour l'avenir, c'est que, pour beaucoup d'électeurs et d'électrices, le scrutin a perdu le caractère qu'on prétendait lui imposer. L'hypothèque plébiscitaire a été, en grande partie, levée. Le chef de l'Etat en a fait lui-même l'aveu et la presse d'opposition n'a pas été la seule à le porter à notre connaissance. Des communiqués d'allure officieuse ont rapporté qu'en plein Conseil des ministres, il avait fait cette confession : « Je me suis trompé. Je pensais qu'il s'agissait d'un référendum (et pour lui, référendum est l'euphémisme couramment employé pour désigner un plébiscite du plus pur style bonapartiste). Or il s'agissait d'une élection. » C'est ainsi qu'il a expliqué son échec. On ne saurait plus nettement convenir qu'après de longues années de mise en condition, bien des yeux se sont ouverts. Cela a permis, chose qui aurait été impensable, il y a encore quelques mois, de mettre très nettement en minorité le président sortant, désacralisé, considéré comme un candidat parmi les autres et amené, bon gré mal gré, à donner au deuxième tour le même style que ses concurrents à sa campagne, à se pencher enfin sur des problèmes d'intendance. Des citoyens qui, jusqu'ici n'avaient pas condamné le principe du pouvoir person-

nel, ont été choqués par l'usage qui en a été fait, plus particulièrement en matière économique et sociale, dans les villes comme dans les campagnes, et en ont tiré les premières conséquences qui s'imposaient.

Un pas important a été ainsi effectué. TRIBUNE SOCIALISTE n'a pas cherché à dissimuler l'immensité de l'effort qui reste à accomplir. Elle a publié des statistiques,

par **Edouard DEPREUX**

rappelant les pourcentages des voix obtenues par la Gauche depuis 1956, date à laquelle, ne l'oublions pas, elle était largement majoritaire, jusqu'à aujourd'hui, où elle groupe 34 p. 100 des voix. De tels chiffres, s'ils incitent à d'utiles réflexions, sont loin d'être démoralisateurs. Ils doivent nous inviter à redoubler d'ardeur dans notre action tendant à la fois à unir et à renouveler la Gauche. Ils prouvent certes que la démystification, qui vient d'être heureusement esquissée, est loin d'être complète. Des résidus du poison plébiscitaire font que le général de Gaulle, quoique en nette régression, reste un meilleur candidat que ses disciples inconditionnels (sauf dans le XII^e arrondissement de Paris, celui de M. Frey, où une analyse minutieuse des scrutins successifs serait riche d'enseignements), et qu'il a obtenu plus de voix que l'U.N.R. en 1962. Des électeurs de Gauche ou qui devraient l'être, moins nombreux certes que dans le passé en particulier parmi les jeunes, ont continué de voter pour lui. Il n'y a pas de tâche plus urgente que de les reconquérir ou de les conquérir, non pas seulement parce que pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, chaque voix arrachée à de Gaulle et gagnée pour Mitterrand compte double, mais aussi et surtout parce qu'en opérant ainsi, nous travaillons pour l'avenir. Nous ne devons pas nous croiser les bras, en attendant passivement que la débâcle du gaullisme libère automatiquement ces ouvriers, ces employés, ces cadres, ces paysans, qui, mieux informés, rejoindront tôt ou tard la Gauche. Nous devons hâter cette débâcle en libérant dès

maintenant le plus grand nombre possible de ces travailleurs. Comment ? En donnant à la Gauche un visage moderne. On n'insistera jamais trop sur ce point capital. Le gaullisme — c'est actuellement son seul atout et il en use et abuse — la présente comme nostalgique d'un passé qu'elle voudrait ressusciter. Tous les arguments des prétendus « gaullistes de Gauche », qui, inlassablement, annoncent que l'année à venir sera enfin l'année sociale, résistent ensuite à toutes les déceptions et persistent, qu'ils le veuillent ou non, à servir de caution « gauchiste » à la politique de classe conservatrice du Plan de stabilisation, et consistent à dénoncer l'impuissance de la Gauche française, à résoudre les problèmes d'aujourd'hui. La campagne du P.S.U. a déjà porté ses fruits dont doit bénéficier l'ensemble de la Gauche : elle a montré que le choix n'était pas entre la IV^e et la V^e République, mais entre la V^e et une démocratie authentique, adaptée aux nécessités actuelles et tournée vers l'avenir, c'est-à-dire, socialiste.

Pour l'instant, la bataille présidentielle continue. Plus Mitterrand aura de voix, et plus le pouvoir personnel sera atteint. Tout en répudiant énergiquement un soutien fasciste, le candidat unique de la Gauche peut et doit gagner de nombreux suffrages sur les électeurs du premier tour du général de Gaulle (devenu le candidat unique de la Droite), de plusieurs de ses concurrents, ainsi que sur des abstentionnistes et sur des citoyens qui ont déposé des bulletins blancs ou nuls, non pas en édulcorant ses options, mais en les affirmant pleinement, en les précisant au besoin, en prouvant qu'elles sont immédiatement réalisables. On lui pose et on lui posera de nombreuses questions sur l'Europe. Pour la Gauche, l'Europe populaire et largement ouverte dont il a parlé ne peut pas plus céder au chantage des technocrates qu'à la pression des trusts. Elle doit permettre à la France de conquérir sa véritable indépendance vis-à-vis des deux grands blocs.

Si chacun s'y emploie à fond, le 19 décembre doit porter un nouveau et vigoureux coup au régime, sérieusement atteint depuis le 5 décembre. Le P.S.U. y contribuera de toutes ses forces.

Communiqué du Secrétariat national du P. S. U.

AU moment où s'ouvre effectivement la campagne du second tour, qui oppose le candidat unique de la Gauche au général de Gaulle, le P.S.U. rappelle que l'objectif majeur de la prochaine semaine doit être de rassembler sur le nom de François MITTERRAND le maximum de voix et particulièrement les nombreux suffrages de gauche qui lui ont fait défaut au premier tour.

C'est en précisant ses options, comme il vient de le faire très heureusement en matière de politique agricole, comme il doit encore le faire dans le domaine de la politique étrangère, que le candidat de la Gauche rassemblera

sur son nom de nouveaux suffrages par milliers.

C'est aussi par la clarté de ses options que François MITTERRAND lèvera toute équivoque au sujet des cautions bruyantes que croient devoir lui apporter certains des hommes de l'extrême-droite, Tixier-Vignancour, Isorni, le colonel Battesti, Jean-Paul David ou autres nostalgiques de Vichy et de l'O.A.S.

Il sera ainsi clair pour tous que, face au gaullisme déjà condamné le 5 décembre, la solution réside dans le rassemblement de toute la Gauche, ouvert à tous les hommes de progrès, sur des objectifs précis approuvés par un vaste courant populaire.

Encore un effort pour le P. S. U.

N'hésitez pas, amis et sympathisants, à verser votre obole à Louise Lemée, si vous ne l'avez pas encore fait et à récidiver, si vous en avez la possibilité.

Utilisez soit un chèque bancaire, soit un chèque postal adressé, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e (C.C.P. Paris 4641-25).

Nous avons dû mener la campagne électorale avec des moyens dérisoires par rapport à ceux des autres. Nous n'avons pas honte de réclamer votre concours qui nous est indispensable. Le deuxième tour a accru nos frais. Merci à tous.

Edouard DEPREUX
Secrétaire national

Jean ARTHUYS
Trésorier national

BILAN

La France en panne

La conjoncture économique française en 1965

Production industrielle : baisse en 1964 et stagnation en 1965

La production industrielle n'est qu'une partie seulement de l'activité de production (un peu plus de la moitié), puisqu'il faut lui adjoindre la production agricole, qui représente à peu près 10 % de l'ensemble, et la production des services (35 % environ du total) : transport, assurance, commerce, etc.

Outre que la production industrielle est la mieux connue, c'est elle qui détermine le plus souvent la conjoncture du moment, c'est pourquoi on l'analysera tout particulièrement.

L'indice de la production industrielle (non compris le bâtiment) base 100 en 1959, calculé par l'I.N.S.E.E. (Institut national de la Statistique et des Etudes économiques), corrigé pour éliminer l'effet des variations saisonnières habituelles et corrigé aussi pour tenir compte de l'effet plus récent de l'allongement des congés payés, est passé de 138,2 au deuxième trimestre de 1964 à 136,4 au premier trimestre de 1965, soit une baisse de 1,3 %.

Au deuxième trimestre de 1965, l'indice a atteint 138,8 en juin et est donc légèrement supérieur à ceux du premier trimestre. L'enquête conjoncturelle réalisée par l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprises industrielles confirme bien qu'un changement de tendance a eu lieu au printemps dernier ; mais la dernière enquête, celle de juillet, ne semblait pas encore indiquer que l'ensemble de la production industrielle avait repris sa progression.

Consommation en baisse : diminution du pouvoir d'achat

La consommation alimentaire avait continué à progresser légèrement jusqu'à l'automne 1964. Au cours de l'hiver cependant elle a fléchi quelque peu, mais ce mouvement a été bien moins profond que celui observé pour les achats de biens non alimentaires qui avait d'ailleurs débuté un an plus tôt. Les consommations non alimentaires sont en effet plus sensibles aux variations conjoncturelles. Ceci s'explique d'ailleurs aisément : il est souvent possible, en effet, à un particulier de retarder l'achat d'un vêtement, d'une paire de chaussures et plus encore l'achat de meubles, d'appareils électro-ménagers ou d'automobiles.

Les ventes d'électro-ménager diminuent encore et celles d'automobiles se maintiennent à un niveau médiocre. Sans doute, le dernier Salon de l'Automobile ferma-t-il ses portes dans l'euphorie ; mais on peut rappeler que l'an dernier les constructeurs avaient annoncé des augmentations de ventes de 10 à 40 % par rapport à 1963 ; or l'optimisme ne s'est guère confirmé dans les mois qui suivirent.

Ce qui est vrai

Le Président de la République aime — sans doute par déformation professionnelle — livrer des batailles. La bataille électorale qu'il est en train de conduire semble mal engagée ; plus mal engagée encore, et ceci explique sans doute cela, apparaît la bataille de la stabilisation économique : mais a-t-on jamais vu l'Intendant gagner des batailles ? Le malheur est que, contrairement à son habitude, le général de Gaulle ne s'est pas contenté, cette fois-ci, de n'engager que l'intendance ; il a livré, depuis deux ans et demi, sur le front économique, une véritable bataille politique dans laquelle il a engagé toute son autorité personnelle : la multiplication des conseils interministériels économiques, qui se sont tenus, ces dernières années, à l'Élysée même, en témoigne.

Pour juger des résultats, des chiffres apparemment contradictoires sont chaque jour jetés sur le tapis. Mais point n'est besoin de scruter

Investissements privés en baisse : équipement des entreprises compromis

Quant aux investissements des entreprises privées, l'enquête de conjoncture de l'I.N.S.E.E. indique que le volume des investissements réalisés en 1965 dans l'industrie (pétrole et bâtiment exclus) sera vraisemblablement inférieur de quelque 6 % environ à celui de 1964, lui-même en retrait de 3 % environ sur celui de 1963.

Enfin une hausse : celle des chômeurs

Les effectifs au travail dont la progression s'est poursuivie au cours des trois premiers trimestres de 1964 à un rythme de plus en plus lent sont restés stables au quatrième trimestre. En 1965, les effectifs ont baissé, rapidement au premier, plus lentement au deuxième.

Dans les industries de transformation (non compris le bâtiment) cependant, la baisse est intervenue plus tôt. L'habillement et l'automobile ont été les premiers secteurs touchés, dès le printemps 1964, suivis par le textile et enfin par la plupart des autres industries. Dans la chimie et la mécanique générale, la baisse des effectifs ne date que du début de cette année. A part le cas de l'automobile où les effectifs ont continué à baisser, ils sont stables au deuxième trimestre.

Mais la durée hebdomadaire du travail, qui semblait progresser il y a quelques années, s'est brusquement ralentie et au 1^{er} avril, qui correspond à l'époque où il devait être le plus important, le nombre des ouvriers travaillant moins de 40 heures était le double du niveau atteint un an auparavant (218.000 contre 110.000).

Corrélativement aux phénomènes décrits plus haut, on a observé une diminution d'abord lente pendant les trois premiers trimestres de 1964, puis très rapide au dernier trimestre de l'an dernier, du nombre des offres d'emploi déposées dans les bureaux de main-d'œuvre par les chefs d'entreprise et non satisfaites en fin de mois. Ce nombre est passé de 50.000 environ à un peu moins de 30.000. A peu près stable au cours du premier trimestre, il s'est accru au cours de l'été. Cette reprise des offres d'emploi non satisfaites est certainement un signe favorable car on observe en général une liaison entre leur évolution et celle de la production industrielle : une reprise des offres d'emploi ou même un arrêt de leur baisse signifie souvent que la production a repris. En général aussi, on observe en même temps une diminution du nombre des chômeurs. Cela n'a pas été le cas cette fois, en effet le nombre des demandeurs d'emploi inscrits dans les bureaux de main-d'œuvre a continué à se gonfler, passant de 100.000 environ au printemps 1964 à 150.000 à la fin du mois d'août 1965.

G. C.

les chiffres pour apprécier la réalité : citer des chiffres, cela fait sérieux ; mais si les résultats de la politique économique étaient si positifs et si tangibles, la controverse des chiffres serait inutile.

En répondant aux critiques par des statistiques, le gouvernement applique le procédé de l'arbre qui cache la forêt ; en l'occurrence, ce sont quelques faits criants d'authenticité qui constituent la forêt.

M. Vallon : l'inflation reste présente

Ce qui est vrai, c'est que malgré l'électrochoc du plan de stabilisation, les prix auront monté de plus de 2,5 p. cent par an en 1965, et que les prix des services ont augmenté de 25 p. cent depuis 1962. Laissons à ce sujet parler M. Louis Vallon, rapporteur général U.N.R.-U.D.T. de la Commission des Finances, qui con-



Le Salon de l'Auto : un optimisme qui ne s'est pas confirmé. Photo Agip.

clut, dans son rapport sur le budget 1966 : « Le problème de l'inflation reste posé de façon pressante : on peut se demander comment des prix qui ont monté de 2,5 p. cent en un an pourraient être retenus dans leur hausse lorsque la demande globale aura été relevée à un niveau qui correspond à une croissance économique de 5 p. cent par an. »

Voilà qui est dit avec franchise et en peu de chiffres. Le V^e Plan nous promet une expansion de 5 p. cent par an, et une hausse des prix de 1,5 p. cent, telle qu'il n'en a jamais été vu d'aussi faible en France depuis 30 ans. Une telle promesse ne devrait pas, en fait, trop étonner, quand on sait ce que le régime a l'habitude de faire de ses promesses.

Ce qui est vrai, c'est qu'en 18 mois de stabilisation seulement, les industries allemande et américaine ont pris plus de 10 p. cent d'avance sur la nôtre, alors qu'il nous est dit que la politique giscardienne a pour but de mettre notre appareil de production au niveau des concurrents étrangers.

On nous parle de reprise ; mais ce qui est vrai, c'est que le gouvernement s'est toujours déclaré avec force hostile à une relance de l'activité qui reposerait sur la consommation ; or, la reprise actuelle ne repose précisément que sur celle-ci ; mais voici qu'elle nous est donnée en modèle de réussite par la propagande gouvernementale, qui n'en est pas à une contradiction près.

La stagnation des investissements

Ce qui est vrai, c'est que la stagnation des investissements productifs, absolue depuis trois ans, ne manifeste aucun signe de fin prochaine : prises entre l'impossibilité de relever leurs prix en raison de la concurrence étrangère et l'impossibilité de recourir davantage à un marché financier qui, contrairement aux apparences, est à la limite de ses capacités, les entreprises ne voient se dessiner à l'horizon aucune possibilité réelle d'augmenter leurs investissements. Les Pouvoirs publics en sont tellement conscients, dans leur for intérieur, qu'ils lancent pour le compte des entreprises industrielles un emprunt d'équipement ; d'ores et déjà, le ministère des Finances songe à renouveler l'expérience l'an prochain.

Mais cela est en pleine contradiction avec la politique de « désengagement » du Trésor et de libéralisation des circuits de financement poursuivie depuis deux ans. Nous sommes en pleine incohérence. Résultats : on déplanifie l'économie, on ôte aux Pouvoirs publics tout moyen d'orienter l'appareil productif dans le sens des grandes orientations du Plan, mais on renforce le dirigisme tatillon et quotidien qui paralyse l'initiative et dispense d'entreprendre les grandes réformes de structures.

Ce qui est vrai, c'est que les inégalités de revenu n'ont cessé de s'aggraver : les prestations familiales stagnent en pouvoir d'achat, les salaires des fonctionnaires, du secteur nationalisé, des *smigards* progressent moins vite que celui des plus favorisés. Et voici qu'à la faveur de la campagne électorale, M. Grandval ressort son vieux projet de suppression des zones de salaires.

Des chèques sur l'avenir

On nous promettait une véritable politique des revenus dans le V^e Plan : celui-ci ne comporte même pas de chapitre social. On peut cependant être certain que si les intentions gouvernementales en cette matière avaient un aspect quelque peu séduisant, on ne nous les aurait pas dissimulées. Mais ce qui est vrai, c'est que les salaires ne progresseront que de 4 p. cent chaque année, d'ici à

1970, tandis que l'impôt sur le revenu des personnes physiques progressera de 9 p. cent (rapport du groupe d'information statistiques-politique des revenus du V^e Plan).

Ce qui est vrai, c'est qu'on orchestre une politique d'aménagement du territoire conduite par une stratégie de la politique gaulliste et en fonction d'objectifs qui n'ont guère à voir avec l'économie. Dans le même temps, où l'on promet aux Bretons un équipement record, on laisse faire à M. Delouvrier un plan de développement de la région parisienne, d'ailleurs non chiffré et non financé, qui se borne à entériner, en fait, la croissance spontanée et démesurée d'une région parisienne informe et lépreuse.

On vante notre politique du logement ; alors que l'O.C.D.E. vient de rappeler fort opportunément que la France se situe au 11^e rang des pays européens en ce domaine (derrière l'Espagne et juste avant Malte et le Portugal !). Ce qui est vrai, c'est que notre politique de construction n'a fait que suivre — et avec quels retards — la pression des besoins considérables qui sont apparus ces dernières années, et que, au rythme actuel, le problème du logement des jeunes et des travailleurs n'aura, en rien, été résolu d'ici à 1970.

Comme on le voit, point n'est besoin d'un annuaire statistique pour constater quelques vérités qu'il nous a paru bon de rappeler au moment où le gouvernement et le général de Gaulle lui-même cherchent à impressionner l'électeur en convoquant à l'Élysée M. Gruson, directeur de l'I.N.S.E.E., et en émailant de statistiques les discours télévisés.

Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement recherche certains succès économiques à la petite semaine, capables de donner le change, de faire illusion ; résultats qui sont obtenus en tirant autant de chèques sur l'avenir.

Jean Ribardières.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHÉ, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

SYNDICATS

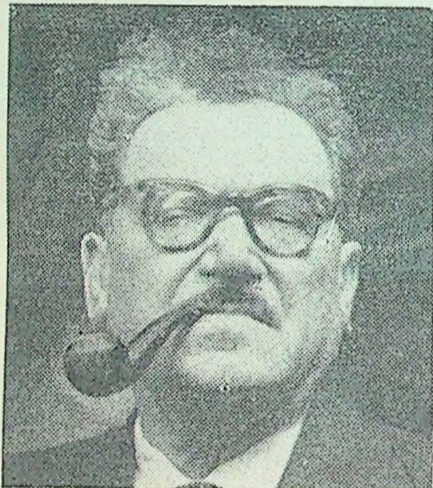
Réactions entre
les deux tours

Même lorsqu'elles n'avaient pas donné de consigne de vote en faveur d'un candidat de l'opposition, les organisations syndicales ouvrières et paysannes ont accueilli avec satisfaction la mise en ballottage du général de Gaulle. Toutes sont d'ailleurs d'ac-



(Photo Kagan.)

Descamps : pour un changement politique.



(Photo A.D.P.)

Benoît Frachon : pour l'unité.



(Photo A.D.P.)

Bergeron : pour l'indépendance syndicale.



(Photo A.D.P.)

De Caffarelli : pour l'Europe.

cord pour souligner que les questions économiques et sociales ont pesé d'un grand poids sur les résultats du scrutin.

Les dirigeants de la F.N.S.E.A., qui avaient appelé à voter contre le candidat du pouvoir, insistent plus particulièrement sur l'importance du problème européen. Mais alors qu'ils étaient plutôt favorables à M. Lecanuet, ils laissent leurs adhérents libres de voter comme ils l'entendent au second tour. Le C.N.J.A. observe, pour sa part, une attitude de neutralité. Toutefois, François Mitterrand a été reçu par les responsables de la F.N.S.E.A. devant lesquels il a exposé son programme agricole.

Du côté des syndicats ouvriers et de la F.E.N., on est naturellement moins réservé à l'égard du candidat de l'opposition.

Pour la C.G.T., Benoît Frachon a déclaré au lendemain du second tour : « Le résultat du scrutin montre d'une façon très claire le mécontentement qui règne dans la classe ouvrière... Nous sommes convaincus qu'au deuxième tour l'union de la gauche fera un nouveau pas en avant, et que l'unité ouvrière parviendra à surmonter les obstacles qui subsistent encore. »

Appréciation assez semblable du Bureau confédéral de F.O., mais souci de préserver l'indépendance syndicale même à l'égard d'un gouvernement de gauche : « Les résultats des élections prouvent que le pays était las et mécontent de la politique suivie jusqu' alors... En tout état de cause, le syndicalisme poursuivra sa tâche, demain comme hier, pour une justice sociale véritable. »

Plus nettement, la Fédération F.O. des cheminots met en cause le refus de négociation du dernier gouvernement et « se félicite de la première et sévère leçon donnée par la classe ouvrière au principal responsable du pouvoir ».

A la C.F.D.T., le Bureau confédéral estime que les résultats du premier tour prouvent que « lorsque le récent congrès de la C.F.D.T. exprimait avec vigueur l'opposition syndicale à la politique économique et sociale du gouvernement et au style donné par le pouvoir à la démocratie politique, et soulignait les inquiétudes syndicales devant certains aspects de la politique militaire et internationale du gaullisme, il ne se conduisait pas en professionnel de la hargne et de la grogne, mais il faisait simplement écho au sentiment d'une fraction importante de l'opinion publique, et tout particulièrement des travailleurs ».

En vue du second tour, le Bureau de la C.F.D.T. a pratiquement pris position en faveur de François Mitterrand en demandant aux travailleurs « de faire que le scrutin du 19 décembre confirme et renforce le courant d'opinion qui s'est manifesté le 5 décembre pour un changement profond de l'orientation générale de la politique du pays ».

Une analyse approfondie des résultats du premier tour montrerait que le refus de discuter avec les organisations syndicales, les derniers conflits sociaux (Loire-Atlantique, Peugeot, etc.), le mécontentement paysan ont contribué puissamment à l'échec du pouvoir. Il en sera de même au second tour.

Maurice Combes.

Un Comité
pour l'unité d'action
C.G.T.-C.G.I.L.

La C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne viennent de conclure un accord pour renforcer et coordonner leur action sur le plan européen.

Il s'agit, pour les deux centrales, d'obtenir une participation aux organismes du Marché commun qui leur a été jusqu'ici refusée. Par ailleurs, les deux organisations entendent promouvoir un front commun des syndicats des six pays (sans distinction d'affiliation internationale).

Cette orientation rejoint les préoccupations exprimées par la C.G.T. au cours de son dernier congrès et l'évolution des partis communistes français et italien sur les problèmes européens.

Le contre-plan du P.S.U.
reconnu
par ses adversaires

Il faut se rendre à l'évidence, *Tribune Socialiste* est lue par les députés de l'U.N.R. Qu'ils en soient félicités ; la saine lecture ne peut qu'être profitable à la bonne information.

Dans notre numéro du 13 novembre, sous le titre « Les facéties du sapeur U.N.R. », nous avons vivement reproché à M. Fanton sa déclaration dans le cadre de la discussion sur le V^e Plan à l'Assemblée nationale : « Ce débat aura eu au moins le mérite de prouver qu'en face du V^e Plan, il n'existe aucune contre-proposition. »

Nous avons signalé à l'honorable (mais peu attentif) parlementaire que Tanguy-Prigent, député du Finistère, avait présenté un contre-projet volumineux, reprenant les propositions du

parti parues début novembre dans notre hebdomadaire.

La leçon a été entendue et nous n'avons pas manqué de remarquer que mardi, sur les ondes d'Europe que mardi, au cours de la discussion qui n° 1, au cours de la discussion qui l'opposait à Louis Mermaz, représentant l'opposant de M. Mitterrand, le tant personnel de M. Mitterrand, le député U.N.R. de la Seine avait fait observer que la gauche n'avait fait apporter de propositions constructives. Seul, a déclaré André Fanton, le P.S.U. a élaboré un contre-plan sérieux en chiffrant un taux d'expansion qui n'a aucun rapport avec les suggestions démagogiques de beaucoup. »

Dont acte.

SÉCURITÉ SOCIALE

Graves menaces

Il y a 20 ans exactement qu'étaient promulguées les ordonnances qui ont donné corps au plan de Sécurité sociale.

Les votes intervenus ont donné naissance à deux ordonnances, celle fondamentale du 4 octobre 1945, celle non moins importante du 19 octobre 1945.

L'article 1^{er} de l'ordonnance du 4 octobre résume l'objectif général et les perspectives progressives du plan. Nous le résumons : « Il est institué une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent. L'organisation de la Sécurité sociale assure des à présent le service des prestations prévues par les législations concernant les assurances sociales, l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les accidents du travail et maladies professionnelles et les allocations familiales et de salaire unique. »

Actuellement, les intentions du gouvernement et du patronat en matière de Sécurité sociale sont bien autre chose. Ils ne parlent que du DEFICIT ! Parlons-en.

A la vérité, en 1965, il n'existe aucun déficit à la Sécurité sociale. Ce qui existe, ce sont les charges que le pouvoir impose à l'institution en vue de décharger d'autant son budget et que l'on peut chiffrer à plus de 4.000 millions de francs.

Ce qui existe aussi, ce sont les dettes patronales au régime général de Sécurité sociale qui, au 31 décembre 1964, s'élevaient :

En principal : 1.442 millions de F ;

En pénalités : 644 millions de F ;

Soit au total : 2.086 millions de F.

En fait, comme on le voit, à un montant supérieur au prétendu déficit pour les années 1963-1964 du régime général.

Quelles sont donc les idées du patronat en vue de remédier à la crise qui sera celle de la Sécurité sociale dans les années à venir ?

Assurances sociales

Dans le cadre d'un régime autonome d'assurance maladie, il est proposé que la fraction de cotisations à la charge des travailleurs devrait évoluer selon la progression du risque en même temps que serait institué un ticket modérateur différencié selon le niveau des salaires :

a) l'exclusion du système de protection sociale de tous les salariés ne travaillant qu'un petit nombre d'heures ;

b) l'imposition aux retraités d'une cotisation prélevée sur le modique montant de leur retraite.

Vieillesse

Là aussi, le C.N.P.F. préconise l'autonomie financière du régime général

de l'assurance vieillesse en même temps qu'il se prononce résolument contre l'abaissement de l'âge de la retraite et pour une réduction des revalorisations (péréquation) annuelles des pensions.

Prestations familiales

Sur ce sujet tout comme en matière de retraites complémentaires, le C.N.P.F. est peu loquace. Mise à part l'autonomie qu'il réclame, il ne formule guère d'observations si ce n'est que de s'affirmer en accord avec la politique que poursuit le pouvoir en matière de revalorisation annuelle des prestations.

Accidents du travail

Non content, pour cette branche de la Sécurité sociale, de réclamer son autonomie, le patronat demande l'institution de caisses séparées de celles du régime général avec une gestion assurée paritairement avec affiliation pour les travailleurs non d'après le lieu de résidence mais par rapport au lieu de travail.

Les conclusions auxquelles le C.N.P.F. aboutit indiquent la nécessité d'une « régulation des dépenses sociales ».

Face à ces attaques, les organisations syndicales, la classe ouvrière ont résisté, riposté et rendu coup pour coup.

Aux faux arguments du déficit, les administrateurs que nous avons élus ont opposé, d'une part, la situation parfaitement saine de la Sécurité sociale apparaissant dans ses comptes financiers eux-mêmes et, d'autre part, les charges que la Sécurité sociale supporte aux lieux et place de l'Etat.

Soutenus par toutes les organisations syndicales, ils ont opposé la défense déterminée du droit à la santé inaliénable et imprescriptible.

Au fait que le coût des soins est élevé, ils ont proposé de dégrever de toutes ses charges immorales les bénéfices exorbitants des trusts et des commerces de la pharmacie, l'imposition fiscale écrasante des produits médicaux. Devant cette résistance, le pouvoir a hésité puis renoncé temporairement aux mesures immédiates qu'il envisageait.

Mais la mise en sommeil des intentions gouvernementales ne doit pas tromper les travailleurs. Les militants de la gauche aussi leur diront et leur rappelleront que l'échéance est reportée après les élections présidentielles et qu'ils devront être prêts à affronter les mesures pour lesquelles travaillent trois commissions.

Tous les syndicats, tous les travailleurs doivent en prendre conscience et être déterminés à engager la lutte dont l'issue dépendra de l'unité de la classe ouvrière.

Mario André.

Pierre Mendès France et les pays sous-développés

« On parle moins, ces temps-ci, tout au moins en France, de la grande affaire des pays sous-développés. Une sorte de découragement, en tout cas d'embarras explique probablement ce silence. L'opinion se rend compte que nous sommes en présence d'un immense problème, mais ne voit pas bien ce qui pourrait être fait pour amener au moins un commencement de solution. Et il n'est pas certain que les hommes politiques responsables y voient beaucoup plus clair.

« Or la difficulté s'aggrave. L'écart qui sépare les pays industrialisés (lesquels, dans l'ensemble, poursuivent plus ou moins rapidement leurs progrès) et les pays pauvres (dont certains au lieu d'avancer reculent, en raison des difficultés tragiques qu'ils affrontent), cet écart va croissant. Ce serait une grande illusion de croire que le monde supportera longtemps une évolution dans laquelle une minorité riche devient de plus en plus riche, tandis qu'une immense majorité famélique devient plus misérable encore. Un jour ou l'autre, une crise gigantesque peut en résulter et, toute question de sentiment mise à part, il serait enfantin de s'en remettre à des considérations de supériorité militaire, supériorité dont on voit la vanité dans les guerres coloniales.

« Par ailleurs, les puissances les plus importantes, les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine, savent que leurs compétitions et leurs antagonismes trouveront un dénouement dans le tiers monde et nulle part ailleurs. Ainsi, la paix ne sera pas assurée tant que deux milliards d'hommes, à travers les continents, sentiront qu'ils n'ont pas leur juste part dans l'évolution moderne et le progrès, qu'ils n'ont pas leurs chances à égalité avec les autres peuples.

« Nous sommes aujourd'hui, sur le plan international, en présence d'une situation qui rappelle beaucoup celle qui existait au XIX^e siècle au sein des pays les plus industrialisés, lorsque la paysannerie et la classe ouvrière ont commencé à revendiquer une plus large fraction de la richesse commune et du pouvoir. Là où le caractère de cette revendication n'a pas été compris, là où on a voulu l'ignorer, voire le mater (par exemple, dans la Russie des tsars), cela s'est terminé par des explosions. Au contraire, en Angleterre, en France, dans les pays scandinaves, etc. partout où l'on a tenté de réaliser une meilleure répartition de la richesse commune et des droits, on a obtenu des résultats qui, même insuffisants, ont été positifs.

« Il est probable que beaucoup d'hommes, cependant animés d'excellents sentiments, n'avaient pas, voici cent ans, une claire notion de la nature des mesures à prendre pour transformer les régimes économiques

qui prévalaient dans leurs pays. De même aujourd'hui, on ne conçoit que confusément les décisions qui seraient nécessaires pour améliorer la situation dans les continents défavorisés.

« Les méthodes empiriques et artificielles employées jusqu'ici, les distributions de subsides répartis au hasard des caprices, des arrière-pensées politiques et militaires, n'ont visiblement rien résolu. Au surplus, même cette forme d'aide est actuellement en voie de réduction : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, etc. ont sensiblement diminué, depuis plusieurs années, le montant de leur soutien aux pays sous-développés et il y a tout lieu de supposer que cette tendance s'accroîtra encore. Comment en serait-il autrement alors que les opinions publiques se rendent bien compte que les crédits ouverts ont été souvent mal employés ou gaspillés ? Il y a pire encore d'ailleurs : dans certains cas, telle subvention accordée à tel gouvernement rétrograde n'a eu d'autre effet que de renforcer la mainmise de groupes conservateurs, militaristes ou réactionnaires et de favoriser les affaires de certains groupes financiers ; l'aide fournie, loin de permettre le développement, en retarde alors les chances.

« Une politique cohérente doit donc être définie à l'échelon international. La France pourrait et devrait en proposer les principes — et y conformer ses propres décisions. »

Ces quelques phrases, tirées de l'introduction d'une importante étude que publie le *Courrier de la République* montrent le souci qu'ont eu les rédacteurs de faire connaître des propositions solides destinées à la prise de conscience, par les divers éléments de la gauche, d'un problème qui n'est généralement discuté que sur la base d'impulsions sommaires.

Très concrètement, cette publication (1) évoque les incidences des cours des matières premières sur l'économie de pays producteurs mais incapables, à l'heure actuelle, de transformer les produits de base, le rôle important que jouerait l'étalon-or gaulliste dans l'appauvrissement des pays les moins favorisés jusqu'alors, la nécessité d'un impôt international de solidarité contrôlé par les Nations Unies, la coopération technique, les réformes de structure à entreprendre, etc.

C'est, en fait, une doctrine d'action qui est ainsi recherchée afin de donner à l'opposition de gauche les éléments nécessaires pour une collaboration claire et durable sur la base de réflexions approfondies.

C'est ainsi que se forge une véritable alternative.

(1) *Courrier de la République*, 25, rue du Louvre, Paris (1^{er}), 12 numéros : 20 F.

de celle-ci, la formation dans les villes, particulièrement à Manille, la capitale, d'un lumpen prolétariat, sans toit, sans travail, sans loi.

Chaque soir, à la nuit tombée, il fournit au cadre grouillant de Manille des milliers d'acteurs à un gigantesque « Opéra de quat'sous » asiatique. Le meurtre, l'enlèvement, le vol, la mendicité appuyée d'arguments frappants sont pour lui tout autant que l'expression d'une nécessité économique, l'exutoire violent d'une misère désespérante dont il ne voit pas la fin. On est loin, aux Philippines, de l'image réconfortante de ces millions d'Indiens prostrés sur le pavé de Calcutta, résignés parce que descendus si bas dans l'échelle de la misère humaine que toute velléité d'action a cessé d'effleurier leur imagination.



Ne pas gaspiller les munitions.

La révolte est, au contraire, une notion toute fraîche dans les campagnes des Philippines, d'où viennent la plus grande partie de ces éléments qui terrorisent les villes.

Le soulèvement des Huks, armée de paysans écrasés dans les années 50, a laissé en effet des souvenirs vivaces, une peur jamais éteinte chez les possédants, la conviction chez les pauvres que la violence est parfois payante. Certes, il ne faudrait pas croire que ce que la presse philippine présente dans sa rubrique des faits divers correspond à des actions politiques camouflées, pour les « besoins » de l'information, en actes crapuleux.

La répression qui a suivi le déclin du mouvement révolutionnaire des Huks a été menée de main de maître par la police, conseillée et organisée par les Américains. L'appareil du P.C. qui encadrerait les Huks a été décapité. L'un des premiers chefs des Huks, Parne, a été neutralisé par les gouvernements américains. Et le leader du P.C. clandestin, répondant au doux nom de Jésus Lava, est depuis plus d'un an dans les prisons de Manille. Il n'y a pas ainsi, aux Philippines, d'organisation suffisamment forte pour déclencher un nouveau soulèvement armé. Ou plutôt il n'y en avait pas jusqu'à ces derniers mois, car ce qui est vrai pour les agglomérations urbaines, ravagées par un terrorisme inorganisé, commence à apparaître comme faux pour les régions agricoles.

Des embuscades, des attentats meurtriers, particulièrement dans le nord du pays, ont, depuis quelque temps, mobilisé la police et l'armée. Dans la province de Pampaga, haut lieu de la révolte Huk, 2.000 soldats ont été envoyés en renfort pour tenter d'écraser des groupements rebelles. Ceux-ci seraient à ce point organisés que, dans de nombreuses provinces du pays, ils procéderaient à des collectes d'impôts.

Ce brusque réveil du mouvement Huk, déjà battu, il y a dix ans, sur le plan militaire et politique, n'a, semble-t-il, rien de spontané. La première révolte des Huks qui les amena jusqu'aux portes de Manille était, elle, issue de la résistance antijaponaise. Des paysans sans terre formaient le gros de ses troupes. Et ce n'est qu'à la veille de sa chute que le P.C. put se prévaloir de l'avoir pris entièrement sous sa direction.

Aujourd'hui, les conditions « objectives » d'un tel soulèvement n'ont, certes, pas changé : la forme agraire n'a toujours pas été réalisée. La misère des campagnes reste la même. Mais, cette fois-ci, la Chine, bien qu'éloignée, est intervenue — nouvelle

Mecque des révolutions asiatiques — pour ouvrir un nouveau front contre le « domaine réservé » des Américains. C'est faute de son appui que la première révolution avait échoué. Dans les années 48-50, le communisme chinois, à peine installé au pouvoir, n'avait guère les moyens de soutenir les mouvements révolutionnaires qui avaient surgi en Asie. Le cas des Philippines n'était, du reste, pas isolé. En Malaisie, en Birmanie, en Indonésie, les révolutions communistes, isolées de toute base extérieure, furent écrasées (ce qui n'empêcha pas des P.C., devenus « pacifiques », de retrouver une existence légale, notamment en Indonésie).

Depuis les Chinois ont trouvé les moyens et surtout la volonté de soutenir des mouvements qui permettront peut-être, dans leur idée, de

rappeler aux Américains que toute l'Asie, et non pas seulement le Vietnam, est virtuellement un nouveau front anti-impérialiste.

Le « ratage » indonésien, où le P.C., accumulant maladresse sur maladresse, est actuellement au bord d'un désastre que seule pourra peut-être lui épargner la personnalité encore respectée de Soekarno, a toutefois rendu la Chine prudente.

Le mouvement révolutionnaire qui renaît aux Philippines n'a pas encore reçu toute l'aide qu'il est en droit d'espérer. Des cadres, des armes, des consignes sont partis, via Hong-Kong, faire le long voyage vers les îles Philippines.

Des radios diffusent régulièrement des communiqués qui sont autant d'appels au combat, mais le nouveau mouvement Huk en est encore à son stade embryonnaire, l'appoint chinois également.

La révolte qui, vu les difficultés de communications gouvernementales entre les milliers d'îles de l'archipel philippin et surtout la faiblesse d'une administration discréditée par sa corruption, pourrait déjà éclater sur toute l'étendue du pays, reste encore limitée volontairement. Les révolutionnaires philippins et leurs amis chinois sont, semble-t-il, d'accord pour ne pas tirer immédiatement toutes leurs munitions. Un mouvement nationaliste anti-américain, appuyé par une bonne partie de la bourgeoisie et de la jeunesse universitaire, s'est en effet développé, ces dernières années, aux Philippines. Or une extension trop brutale des activités des Huks pourrait effrayer ces alliés éventuels. La Chine hésite donc à « mettre le paquet ». Ce qu'elle ne manquerait pas de faire si une nouvelle escalade de l'offensive américaine au Vietnam l'obligeait à son tour à faire une « escalade » révolutionnaire.

Marc Blanpol.

PHILIPPINES

La Chine hésite

Les Philippines. 7.000 îles. Une trentaine de millions d'habitants. Une cinquantaine d'ethnies asiatiques. Des religions européennes — catholicisme et protestantisme. Deux grands partis officiellement reconnus : les libéraux et les nationalistes, partisans de l'alliance américaine sur le plan extérieur et de la « démocratie parlementaire » sur le plan intérieur. Une campagne électorale (le mois dernier) où les deux grands de la politique philippine ont exprimé des « divergences » (pratiquement insaisissables pour qui n'appartient pas à leur clientèle) à coups de revolver.

Il y a eu ainsi, pour qu'à la place du libéral Macapagal vienne s'installer dans le fauteuil présidentiel le nationaliste Marcos, une quarantaine de morts en quelques jours, en ma-

ajorité des partisans de Macapagal : plusieurs années d'opposition (c'est-à-dire plusieurs années de « privations », un siège de député « rapportant » beaucoup moins qu'un portefeuille ministériel) ayant accru l'agressivité des nationalistes frustrés.

Ces quarante morts n'ont bouleversé ni la mise en page des colonnes électorales des journaux philippins ni une opinion publique habituée à des mœurs politiques empruntées au Far-West des années 1870. De toute façon, on tue énormément aux Philippines et on y meurt encore plus facilement. La sous-alimentation, les maladies, la pauvreté effroyable des campagnes y sont pour beaucoup sans, toutefois, parvenir à freiner une démographie galopante. Conséquence

A.E.M.N.A.

L'Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains en France (A.E.M.N.A.) commémorera le treizième anniversaire de l'assassinat du syndicaliste maghrébin Farhat Hachad, tombé sous les coups de l'organisation criminelle « la Main rouge », le 5 décembre 1952. Cette manifestation se déroulera en notre foyer (115, boul. Saint-Michel, Paris-V) le jeudi 16 décembre 1965 à partir de 21 heures.

RHODÉSIE

Qui sont les vrais responsables ?

Une épreuve de force est engagée entre le gouvernement Wilson et les Etats africains. L'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) a menacé Londres de rupture des relations diplomatiques si, cette semaine, les colons rebelles de Salisbury ne sont pas chassés du pouvoir qu'ils détiennent illégalement. Il est vraisemblable que dimanche prochain Ian Smith et son régime à la dévotion de 200.000 Blancs continueront toujours à opprimer les 4 millions d'Africains de Rhodésie du Sud. Vraisemblable aussi que l'O.U.A., ferme dans ses résolutions mais relativement faible en moyens matériels, ne mettra pas toutes ses menaces à exécution. Il n'en demeure pas moins qu'un gouvernement travailliste voit sa situation gravement détériorée en Afrique comme jamais auparavant les conservateurs. Pour quelles raisons ? Quels sont les responsables ?

Wilson encourage les libéraux blancs

Quand Harold Wilson vint au Pouvoir, à l'automne 1964, il avait, pour régler la question rhodésienne, un plan sérieux. Ses prédécesseurs conservateurs n'avaient jamais osé heurter de front les colons de Salisbury ; ils avaient mené une politique de diplomatie secrète qui jouait toujours en faveur de la minorité ultra de Rhodésie du Sud.

Avec Harold Wilson on changea de style. Le leader travailliste parla haut et clair. Il prévint publiquement les colons qu'il n'entendait pas les laisser préparer une indépendance rhodésienne dont ils seraient les bénéficiaires exclusifs ; que la Rhodésie devrait s'orienter vers un régime fondé sur la loi de la majorité c'est-à-dire, entre autres, ne plus avoir un parlement où les 200.000 blancs continueraient à être représentés par 50 députés et les 4 millions de noirs par 15 députés seulement.

En tenant un tel langage Wilson

pensait avec raison redonner courage aux libéraux blancs qui se taisaient en Rhodésie du Sud parce que les conservateurs britanniques tant qu'ils étaient au pouvoir ne les avaient jamais soutenus. Les libéraux ne manquaient ni de courage ni d'allant comme le témoigne encore actuellement Sir Todd, ancien Premier ministre de Salisbury assigné à résidence forcée par Ian Smith.

Mais les conservateurs avaient animé les ultras

Le plan Wilson aurait eu des chances de porter ses fruits dans un pays comme l'Algérie. Parce que l'Algérie dépendait administrativement de la métropole française. En Rhodésie du Sud la situation était différente. Ce pays bénéficiait déjà, quand Wilson vint au pouvoir, d'un statut d'autonomie interne. Son gouvernement, élu par la minorité blanche, contrôlait totalement une police terriblement « efficace » et une armée disposant de l'une des forces aériennes les plus importantes d'Afrique. Les gouvernements conservateurs au pouvoir à Londres avant celui d'Harold Wilson avaient mis en place un tel régime à Salisbury. Les travaillistes, comme d'autres formations de gauche avant eux en Europe, se trouvèrent placés en face d'une situation gravement compromise.

Voilà pourquoi le plan Wilson de 1964 pour régler la question rhodésienne échoua. Répliquant à l'appel aux libéraux venu de Londres, Ian Smith dissout le parlement de Salisbury. Il organise de nouvelles élections. On sait combien il est facile d'organiser des élections dans les pays d'outre-mer et d'y obtenir les résultats que l'on désire. Assez bon manœuvrier, Ian Smith fit au demeurant en sorte de ne pas obtenir 98 p. 100 des suffrages en sa faveur, il n'en demeura pas moins que la quasi-totalité des libéraux blancs favo-

rables à l'évolution du régime rhodésien furent battus.

Les profits de la City

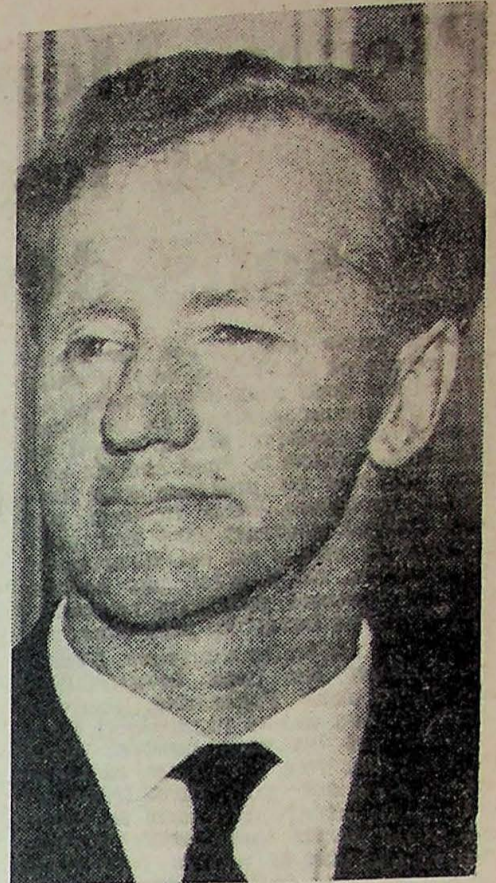
A partir de cette époque, Wilson et ses camarades surent qu'inévitablement le régime minoritaire installé en Rhodésie du Sud ne tarderait pas à proclamer unilatéralement l'indépendance. Que faire ? La seule réplique efficace eût été une intervention armée. Elle était impensable pour un cabinet qui gouverne avec une voix de majorité. La City (le quartier londonien des banques) faisait pression sur ses amis conservateurs. Les banquiers britanniques avaient toujours réalisé de copieuses bénéfices avec les colons de Rhodésie. Ils avançaient à ceux-ci les sommes d'argent nécessaires au fonctionnement de leurs exploitations, se chargeaient de la vente de leurs récoltes sur les marchés étrangers, prélevant sur le tout de solides commissions. Ils n'entendaient pas perdre de tels profits.

Quand, le 11 novembre dernier, Salisbury décida de rompre avec Londres et d'entrer en rébellion contre la Grande-Bretagne, la City intervint encore auprès des conservateurs pour freiner le blocus économique que le cabinet travailliste voulait organiser contre le régime de Ian Smith. Les sanctions auraient pu être efficaces si elles avaient été prises aussitôt. Mais le temps (et les financiers londoniens) ont joué en faveur des colons rebelles.

L'Afrique « blanche » et ses alliés d'Occident

Cela explique aujourd'hui la virulence de l'Organisation de l'Unité Africaine vis-à-vis du gouvernement Wilson. Le blocus économique est inefficace. Peu à peu Ian Smith et ses complices parviennent à réorienter l'économie rhodésienne grâce à l'aide de l'Afrique du Sud et des colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique. La Rhodésie du Sud vient renforcer le potentiel de cette entité ségrégationniste et fasciste qui a nom « L'Afrique blanche », en d'autres termes, les deux tiers de l'Afrique australe.

Il ne s'agit plus aujourd'hui d'aller mater une révolte de colons rebelles à Salisbury. Il semble que sur ce point l'O.U.A. se fasse des illusions. Il s'agit d'entreprendre une politique de représailles à l'encontre



(Photo A.D.P.)

Ian Smith : le chef des colons rebelles.

de l'ensemble de l'Afrique dite blanche dont la Rhodésie est devenue partie intégrante. Cela, la Grande-Bretagne ne peut plus le faire seule. Il faudrait que ses autres partenaires l'y aident. Il ne sert à rien de s'abstenir au Conseil de Sécurité dans les votes sur la question rhodésienne sous prétexte qu'on ne veut pas se mêler d'affaires intérieures du Royaume-Uni. Une telle attitude ne fait qu'alimenter la propagande de la droite britannique selon laquelle certains partenaires d'Europe ne cherchent dans cette affaire qu'à profiter de l'occasion pour prendre la place de Londres sur le marché rhodésien. N'existe-t-il pas un précédent sur le marché sud-africain en ce qui concerne la vente des bombardiers et des avions de chasse ?

La crise rhodésienne, aussi sérieuse soit-elle, n'est qu'un épisode d'une grave crise en Afrique australe dont les gouvernements d'Europe occidentale et les Etats-Unis se partagent la responsabilité. Les complaisances françaises à l'égard du Portugal et de ce qu'il est convenu d'appeler la « République Sud-Africaine » y contribuent singulièrement.

Jacques Vivien.



Ce qu'est l'« indépendance » pour les Africains de Rhodésie du Sud.

(Photo A.F.P.)

Le numéro 7 d'ALERTE ATOMIQUE. bulletin bi-semestriel du M.C.A.A. (Mouvement contre l'armement atomique) vient de paraître. Au sommaire : un appel d'Albert Schweitzer (signé quelques jours avant sa mort) et de Jean Rostand contre le sort infligé par la politique atomique française aux habitants de la Polynésie française, ainsi qu'un programme d'action pour le désarmement et la paix, des résolutions adoptées par la Confédération internationale pour le désarmement sur le Vietnam et la prolifération des armes spatiales, etc.

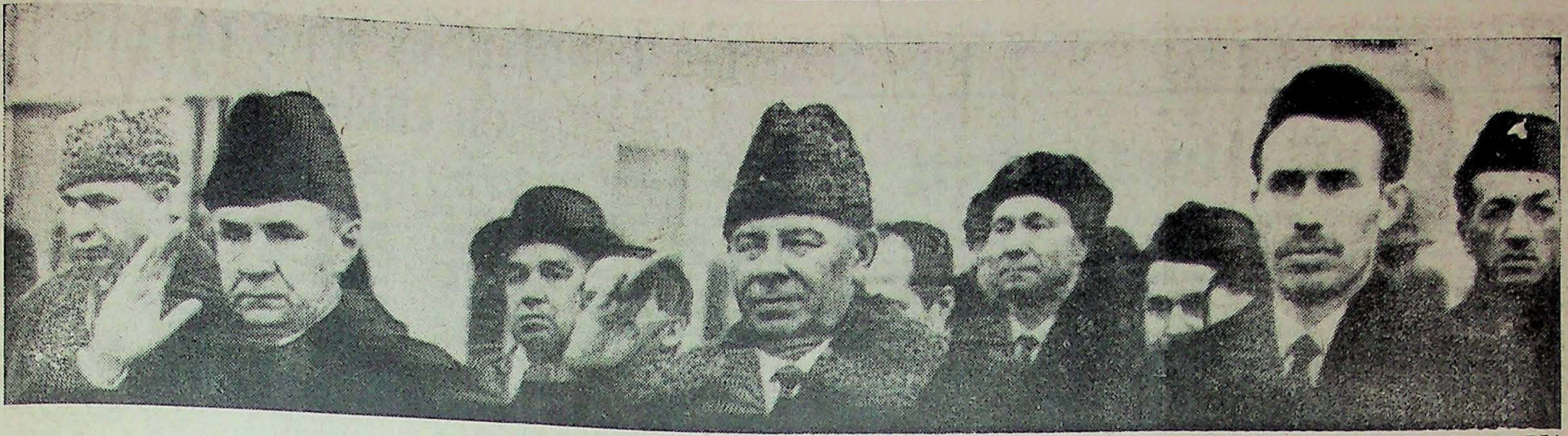
En vente : 54, bd Garibaldi, Paris.
Abonnement annuel : 4 F.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).



Boumediène arrive à Moscou. Un souci majeur : maintenir les bons rapports

(Photo A.F.P.)

ALGER A MOSCOU

Les raisons de la diplomatie

Le leader du Parti communiste algérien, Hadj Ali, est en prison dans l'attente d'être jugé pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». Avec lui les communistes algériens

sont emprisonnés ou traqués. Leur Parti est interdit.

En France, le Parti communiste continue à attaquer le régime de Boumediène, et *l'Humanité* dénonce les arrestations arbitraires et les tortures subies par les Algériens fidèles à Ben Bella.

Au même moment Moscou reçoit officiellement Boumediène et M. Podgorny inaugure ses nouvelles fonctions en l'accueillant à l'aérodrome.

Ainsi donc, sur le plan diplomatique, Moscou estime qu'il doit faire un choix et accorder à Alger une place importante dans sa stratégie vers les pays du tiers monde.

C'est pour cette raison que dès l'indépendance algérienne, les Soviétiques avaient appuyé le régime de Ben Bella et conseillé aux communistes algériens de militer à l'intérieur du F.L.N. et d'en être de plus en plus les éléments les plus activistes.

Le pro ben bellisme des Soviétiques ne se manifestait pas seulement en décorant Ben Bella de l'ordre de Lénine, il accordait une aide financière et économique de l'ordre de 60 millions de dollars, soumise, il est vrai, à un étalement et à des conditions de coopération qui en diminuent nettement la portée.

La confiance de Moscou pour Ben Bella, était telle que leur tactique était de coller à lui en toute circonstance et d'aider à sa marche vers le leadership des pays africains.

Moscou fut surpris, plus que nous, de la chute de Ben Bella. Mais son réflexe fut plus politique. Il condamna verbalement, certes, mais sans plus, et ses protestations furent timides et ne durèrent pas longtemps.

La raison en est simple. L'Algérie, dans son contexte économique, a besoin d'être aidée. La France est son meilleur fournisseur et client mais ne peut à elle seule rééquiper le pays. L'Algérie recherche donc l'appui étranger. Et à sa porte, avec méfiance, certes, mais en connaissant les risques, on voit frapper les Etats-Unis, la Chine... et la Russie. Frapper, c'est-à-dire offrir son aide, apporter des crédits, équiper, coopérer, installer des centaines de techniciens, observateurs politiques autant que coopérants. Et Boumediène sait bien que le mieux pour lui est de ne s'engager unilatéralement avec aucun, mais au contraire, de se servir de tous et d'augmenter ainsi l'éventail de ses appuis financiers à condition de n'en perdre aucun.

C'est pourquoi, allant à Moscou, Boumediène sait qu'on comprendra sa demande de voir se continuer l'accord de 1963. D'autant plus que les conceptions industrielles du Premier algérien sont moins empiriques qu'avant et que sur ce point un pro-

grès a été fait qui devrait permettre de mieux préciser le contenu de l'aide soviétique.

Ainsi rétabli, l'accord soviéto-algérien sera compensé, sur le plan politique, par une « neutralité » de l'Algérie face au conflit idéologique sino-soviétique.

Cette neutralité sera d'autant plus facilement affirmée par Alger que les Chinois n'y ont jamais été bien vus et que les Algériens ont de la peine à s'adapter à leurs méthodes.

Boumediène n'a pas, comme Ben Bella, le souci d'être un personnage international. Jouer les premiers plans dans les conférences internationales n'est pas son premier souci.

Du moins pour le moment.

A La Havane, la présence de l'Algérie, si près de la chute de Ben Bella et des anathèmes contre Fidel Castro et les « Révolutionnaires exportés » ne pèsera pas du même poids qu'elle aurait pu le faire avec Ben Bella.

Cela, Boumediène le sait. Il ne court donc aucun risque... et l'U.R.S.S. non plus... à échanger une position d'expectative en politique étrangère contre de substantiels crédits.

Cela, les militants communistes d'Algérie le comprendront mal.

Mais la diplomatie a des raisons que la raison...

Harris Puisais.

EUROPE-UNIE

Unité européenne ou appauvrissement de la France ?

Au cours de la campagne présidentielle, tous les candidats d'opposition n'ont pas manqué de contester la mauvaise orientation de la politique européenne du gaullisme.

Dans notre numéro 259, Harris Puisais, chiffres à l'appui, a démontré les pertes sensibles que supporterait, demain, le pays, si un coup d'arrêt n'était pas porté à ce régime. Nous avons raison d'être inquiets, d'autant que nos partenaires ne sont pas disposés à admettre, sans broncher, les mauvaises humeurs du président-président.

D'ores et déjà, la concurrence commerciale de nos voisins va se faire sentir là où les liens économiques avec la France demeuraient prépondérants.

Ce n'est pas un hasard si, depuis quelques mois, on organise, outre-Rhin, la visite que doit faire le président Luebke dans diverses Républiques africaines. Déjà, le Cameroun, le Togo, le Mali et Madagascar se préparent à recevoir le représentant de la R.F. allemande. D'autres pays africains, par ailleurs, ont fait savoir qu'ils souhaiteraient également être concernés par ce voyage.

A suivre de près, à moins qu'il ne s'agisse que de l'application d'une clause du traité d'amitié et de coopération signé par de Gaulle et Adenauer ?

ESPACE

Echec de la technique française

Après le lancement du satellite français FR1, dont on a fait grand bruit dans les milieux proches du Pouvoir, on pouvait s'attendre à ce que la technique française fût reconnue, au niveau européen, par une place prépondérante dans l'organisation européenne de recherches spatiales (ESRO).

Il n'en est rien ; est-ce la méfiance de nos partenaires vis-à-vis d'un guide qu'ils ne considèrent pas comme une denrée exportable ? Il est difficile de répondre, mais un fait est significatif, c'est la firme allemande Junkers, filiale de Messerschmitt, qui vient d'être choisie comme firme-pilote pour la construction du futur satellite européen. Merci pour nos ingénieurs et chercheurs ; de Gaulle les récompensera avec l'ordre du Mérite. Mieux vaut une décoration bien française qu'une renommée internationale !

De nouveaux chefs-d'œuvre des éditions

LA PEINTURE ITALIENNE

DES PRIMITIFS A MODIGLIANI

"L'Italie vit naître tant de peintres, qu'elle parut enfanter la peinture", écrit Elie Faure dans sa fameuse *Histoire de l'Art*. Aussi, dans le patrimoine culturel de l'humanité, l'Italie tient-elle pour la peinture la place que tient, par exemple, l'Allemagne pour la musique : la première.

Les tableaux célèbres de : Giotto, Fra Angelico, Mantegna, Botticelli, Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, Corrège, Le Titien, Véronèse, Le Caravage, Tiepolo, Canaletto, Chirico, Modigliani, et de cent autres font l'orgueil des musées du monde entier. Pour réunir tous ces chefs-d'œuvre et permettre à chacun de les contempler à loisir, il fallait un chef-d'œuvre de l'édition. C'est le célèbre éditeur suisse SKIRA, dont le nom est synonyme de haute qualité artistique, qui a réalisé cette entreprise particulièrement délicate, certains tableaux anciens recouverts d'un vernis épais donnant d'ordinaire à l'impression une image faussement jaunie.

Près de 300 reproductions en couleurs, si fidèles qu'on s'étonne parfois de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, si nettes qu'elles révèlent des détails que l'éloignement (fresques de la Chapelle Sixtine) ou la patine du temps cachait à notre admiration, illustrent les trois magnifiques volumes grand format 24x35 reliés pleine toile, sous jaquettes en couleur, qui retracent, sous la plume magistrale de Lionello Venturi, l'histoire du plus merveilleux épanouissement artistique qu'aucun pays ait jamais connu.

Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courrez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 29 F (ou 3 de 108 F ou 315 F comptant).

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7^e, (valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser pour examen gratuit la PEINTURE ITALIENNE en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai : en 12 mensualités de 29 F en 3 mensualités de 108 F comptant : 315 F.

Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom Profession

Adresse

Signature

N de C.C.P. ou bancaire T.S. 12

MUSIQUE

Mozart, Beethoven

40^e Symphonie de Mozart. Quinze versions disponibles où dominent le vieil enregistrement de Furtwängler (VSM), un Bruno Walter (CBS), et un Klemperer, avec la symphonie Jupiter (Columbia).

Requiem. L'enregistrement de Krips qui vient d'être réédité et rajouté est ancien, les amateurs de technique moderne préféreront peut-être le disque de Karl Richter, avec l'orchestre Bach, de Munich, et la meilleure chorale qu'on puisse entendre aujourd'hui (Telefunken).

La Nuit transfigurée. Un enregistrement de la version originale pour sextuor à cordes, par le quatuor Ramor (Vox), couplé avec la Suite lyrique d'Alban Berg, ce qui me fait conseiller ce disque avant la transcription pour orchestre, dirigée par Horenstein (Vox).

Neuvième Symphonie de Chostakovitch. Un enregistrement soviétique (Chant du Monde).

Trois pianistes ont enregistré l'in-

tégrale des 32 sonates. Les enregistrements d'Arthur Schnabel, qui redevennent disponibles, sont le repiquage de 78 tours enregistrés il y a trente ans. Ils sont tout à fait audibles et constituent un remarquable document sur l'art d'un des plus grands beethoviens de l'entre-deux-guerres (V.S.M. Gravures illustrées).

On vient de rajouter la gravure des onze disques d'Yves Nat. C'est certainement l'interprétation la plus grandiose, la plus violente et la mieux contrastée qu'on puisse souhaiter; celle qui traduit le mieux l'exubérante richesse de ce qu'on a appelé « le nouveau testament du clavier » (l'ancien étant, bien sûr, le clavier bien tempéré de Bach) (Discophiles français).

On peut dire des enregistrements de Kempff ce que j'ai écrit sur son concert : poétique et beau, mais un peu trop sage. Quelques-uns de ses disques sont disponibles en stéréo (D.G.G.).

CINÉMA

Viva Maria

Il ne fait aucun doute du succès commercial de « Viva Maria », le film de Louis Malle. Tout y est pour satisfaire le spectateur friand d'exotisme. Tourné entièrement au Mexique, le film de Louis Malle, avant même de sortir sur les écrans fran-

çais, est passé à la postérité sous la forme de bandes dessinées publiées par un quotidien du soir. Mais l'atout majeur du réalisateur est d'avoir réuni pour la première fois à l'écran Jeanne Moreau et Brigitte Bardot, devenues pour la circonstance Marie I et Marie II, « girls » révolutionnaires du début du siècle, dans une troupe de music-hall ambulante.

Brigitte est ravissant, derrière une mitrailleuse louche. Jeanne n'a pas perdu de son intelligence en « petite femme de Paris ». Les images sentent bon la fleur de cactus et la poudre de perlimpinpin. Le burlesque estompe le drame. L'optimisme de Louis Malle et de ses interprètes est propre à séduire tous les publics. Sus au tyran, debout les morts, vive l'amour et le cordeau Bickford !

J.-C. C.

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

LA DOUCEUR DU VILLAGE

LE BESTIAIRE D'AMOUR

Profitez des avantages exceptionnels garantis pendant 15 jours seulement par la **LIBRAIRIE PILOTE** pour l'achat à crédit de la plus belle bibliothèque de classiques d'hier et d'aujourd'hui

LA PLÉIADE

représente, par rapport aux anciennes collections, un progrès comparable à celui du microsillon et une économie de place et d'argent analogue. L'emploi d'un papier "bible" extrêmement mince, inaltérable et opaque lui a en effet permis de réunir en un seul volume relié cuir, dos orné or véritable, des textes jusqu'alors publiés en 6 à 10 volumes sur papier ordinaire, comme un seul disque 33 t. remplace plusieurs 78 tours. Et pour apprécier le soin apporté au choix des ouvrages et à l'établissement des textes, il suffira de rappeler que la Pléiade est publiée par les éditions GALLIMARD, qui ont révélé la plupart des classiques du XX^e siècle.

C'est d'ailleurs la seule collection où ces classiques : Claudel, Gide, Proust, Saint Exupéry, Camus, etc... figurent à côté d'Homère, de Shakespeare, de Racine ou de Balzac. Ainsi la Pléiade est en même temps la collection la plus complète, la plus élégante, la moins encombrante et la moins coûteuse. Elle groupe actuellement 220 auteurs et comporte 1400 titres en 178 volumes.

Tout ami des livres rêve d'avoir chez soi cette célèbre collection. Pour lui permettre de réaliser ce rêve et de recevoir chez lui ces beaux volumes, franco et avec droit d'examen et de retour, LA LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris, lui enverra, au reçu du bon ci-dessous, une documentation gratuite en couleurs et lui fera connaître les conditions exceptionnelles qu'il lui est possible de garantir pendant 15 jours seulement.

BON pour une documentation gratuite sur La Pléiade, à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris-7^e (LIT. 63-79).

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

N° C.C.P. ou bancaire..... T.S. 12

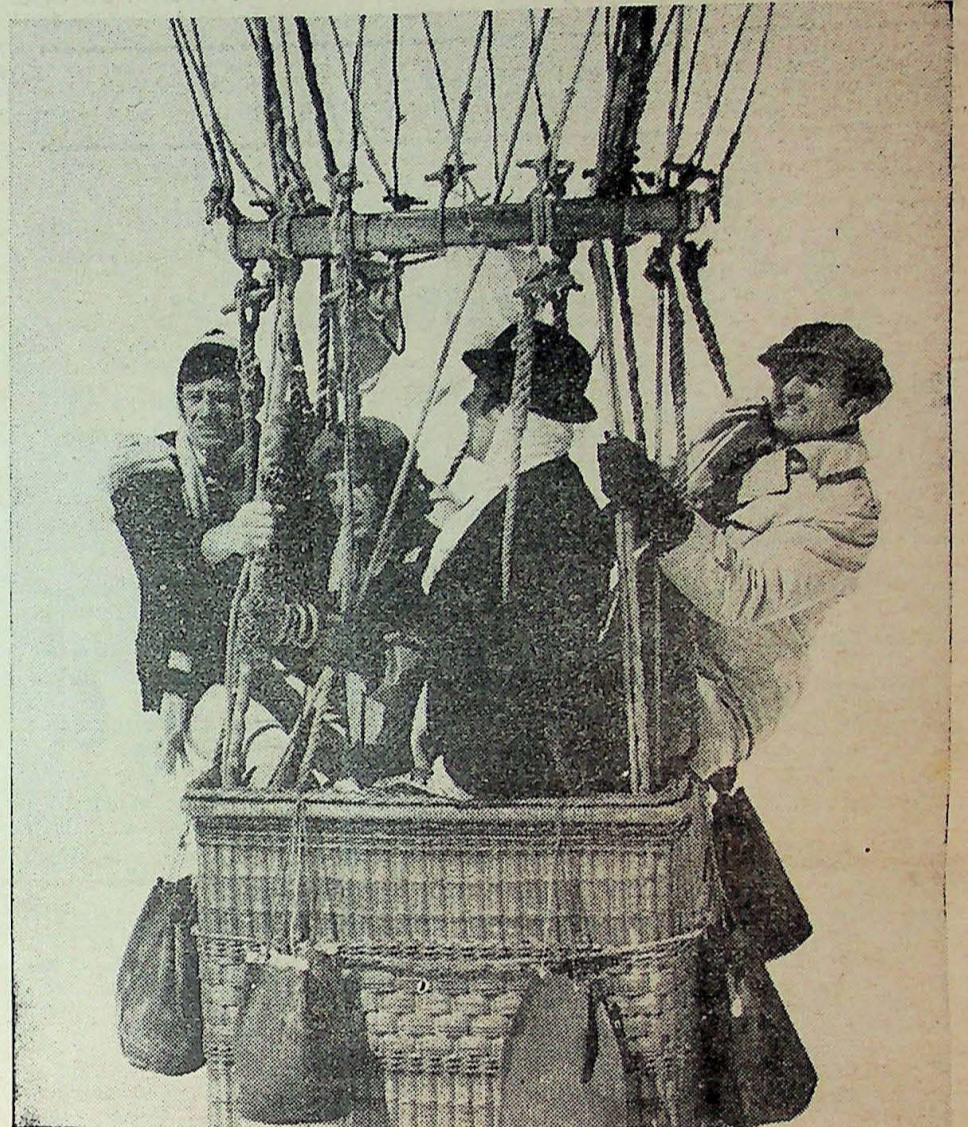
Les tribulations d'un Chinois en Chine

Arthur Lempereur (Jean-Paul Belmondo) est un milliardaire qui s'ennuie. Arrivé à bord de son yacht en rade de Hong Kong, il décide brusquement d'en finir avec la vie, mais toutefois, pas avant d'avoir connu quelques aventures extravagantes. En adaptant un roman quasi inconnu de Jules Verne, Philippe de Broca a voulu renouveler l'expérience réussie de « L'Homme de Rio ».

Malgré l'importance des moyens utilisés : des paysages grandioses, un générique alléchant, il n'est malheureusement pas parvenu à retrouver le

scuffle de sa précédente réalisation. Les gags mal dosés sont souvent long feu, et Belmondo, une armée de casse-cou à ses trousses, semble répugner à se battre. Notre casse-cou n° 1 manque d'enthousiasme, même en compagnie de la plus belle fille du monde. J'ai nommé la reine du bikini, Ursula Andress. A vous de juger ce petit animal déjà vu aux côtés de Sean Connery alias James Bond. Je lui préfère pourtant notre B.B. nationale Sans chinoiserie.

J.-C. Cayeux.



Malgré Ursula Andress, Jean-Paul Belmondo manque d'enthousiasme !

LIVRES

La première élection présidentielle au suffrage universel

Le 5 décembre dernier, ce n'est pas la première fois que les Français votaient pour désigner un Président de la République au suffrage universel. La première élection de ce type a eu lieu dans notre pays il y a cent dix-sept ans (le 10 décembre 1848) et elle devait peser lourd sur l'avenir politique de la France. Il n'est pas exagéré de dire que le souvenir de cette consultation fut pour beaucoup dans l'hostilité des démocrates à toute formule de régime présidentiel et qu'il contribua à faire du plus haut magistrat de la République — sous la III^e et la IV^e — un président-soliveau.

En effet, point ne fut besoin, en 1848, de second tour. Ouvert deux jours — le 10 décembre et le lendemain — le scrutin se terminait, en effet, par un triomphe pour Louis-Napoléon Bonaparte, le neveu de l'Empereur, le futur « Napoléon le Petit ». Il l'emportait par 5.534.520 suffrages (74,2 % des votants, 55,6 % des inscrits). Son principal adversaire, le général Cavaignac, le fusilleur des Journées de Juin, recueillait 1.448.302 voix (19,5 % des votants, 14,5 % des inscrits). Les autres candidats n'avaient pas à eux tous 6 % des suffrages : Ledru-Rollin, le républicain de gauche, n'atteignait pas 400.000 voix ; Raspail, plus proche des socialistes, n'avait pas 37.000 voix, et Lamartine se contentait de 17.000. Ce dernier était victime de ses discours enflammés qui n'avaient pas peu con-

tribué à faire adopter par l'Assemblée constituante ce mode d'élection.

La presse, hostile dans sa majorité au futur prince-président, n'était lue que par une minorité. Ainsi que l'écrit André-Jean Tudesq : « Le 10 décembre 1848, le suffrage universel et l'irruption des masses inorganisées dans la vie politique avaient infligé à la presse la plus sévère défaite. »

Quant aux « masses inorganisées », elles étaient surtout représentées par les paysans qui, plus encore que la bourgeoisie apeurée, avaient assuré le triomphe de Louis Bonaparte. Kar. Marx le soulignait bien dans ses articles de la *Neue Rheinische Zeitung* rassemblés plus tard sous le titre : « Les luttes de classes en France 1848-1850 ».

Mais Proudhon, le rival de Marx, qui avait soutenu Raspail, écrivait de son côté dans son journal *Le Peuple* : « Un fait demeure... bien constaté aujourd'hui : c'est qu'un grand nombre de démocrates socialistes ont donné leur voix au candidat impérialiste. »

L'élection de de Gaulle en décembre 1958 — si elle avait eu lieu au suffrage universel — aurait sans doute ressemblé davantage à celle de Louis-Napoléon cent ans plus tôt.

M. C.

« L'élection présidentielle de Louis-Napoléon Bonaparte », par André-Jean Tudesq. Collection Kiosque, Armand Colin édit : 8,50 F.

Le Miracle Français

Ce livre, de la très intéressante collection « Société », commence par le récit d'un échec dont les conséquences sont encore sensibles à l'heure actuelle.

La fin de la guerre avait fait de Charles de Gaulle le chef du gouvernement provisoire. Déjà, l'inflation menaçait tandis que les prix ne cessaient de grimper à la suite d'une production désorganisée par quatre années d'occupation, qui ne pouvait satisfaire la demande. Il eût fallu, note Jacques Guyard, exercer un contrôle très sévère, assorti de lourdes amendes et d'interdictions de commercer pour maintenir les prix en attendant que la production puisse rejoindre la demande. Il eût fallu également, selon l'auteur, éponger le pouvoir d'achat excédentaire, le transformer en épargne et réduire le déficit des finances de l'Etat. « Mendès-France eut le courage de tenir ce raisonnement et d'en tirer les conséquences, bien qu'elles fussent impopulaires. La méthode proposée a, par ailleurs, réussi remarquablement en Belgique où, dès 1946, les prix se stabilisaient. Mais de Gaulle rejeta cette proposition et choisit la solution aussi indolore qu'inefficace que soutenait alors René Pleven, appuyé il est vrai par la droite, le M.R.P. et le P.C. ; seuls les socialistes soutinrent la proposition lucide de Mendès-France. La France se rangea donc parmi les pays où l'inflation fut la plus difficile à maîtriser ; mais un choix politique avait ainsi été effectué : priorité au bien-être et à la consommation était donnée sur l'effort d'équipement collectif. Notre retard en matière d'équipement scolaire, ou de construction, ou routier, trouve dans ce choix malheureux du général de Gaulle l'une de ses sources.

Examinant, de façon claire et avec une écriture simple et accessible, les différentes périodes de l'évolution économique de la France, l'auteur termine en analysant l'épargne actuelle, caractérisée par l'expansion dans la stabilité.

Sans faire de propositions très pré-

Le Miracle français, par Jacques Guyard. Editions du Seuil. Collection Société. Prix 3,90 F.

cises, Jacques Guyard formule un certain nombre de réserves concernant à la fois la méthode et la finalité de la politique giscardienne ; il montre, notamment, en quoi la stabilité qui suppose une expansion réelle peut être compromise si les réformes de structure ne sont pas en même temps entreprises. Spéculation foncière, circuits de production et de commercialisation, exode rural, main-d'œuvre qualifiée, appareil bancaire, planification délaissée, Europe compromise, sont autant de nuages sombres annonciateurs d'un temps incertain.

Gérard Constant

A l'approche des fêtes, nous vous conseillons d'acquérir, dans la même collection Société, dirigée par Robert Fossaert.

N° 8. Paul Fabra

Y A-T-IL UN MARCHÉ COMMUN ?

Tous les journalistes assemblés à la dernière conférence de presse du général de Gaulle se posaient cette question. L'un d'eux — spécialiste des questions économiques internationales du journal *Le Monde* — entreprend d'y répondre. Et, bien au-delà des péripéties de l'actualité, il touche vraiment au cœur du problème : le « moteur » européen tourne-t-il encore ? Qui, de l'Europe ou des nations, l'emportera ? Bref : y a-t-il, aujourd'hui, un Marché commun ? Et demain ?

N° 9. Gilbert Mathieu

PEUT-ON LOGER LES FRANÇAIS ?

Un journaliste de premier plan (chef adjoint du service économique du journal *Le Monde*) pose avec une brutale franchise cette question insolite : peut-on (et veut-on) loger les Français ?

A l'heure où les pancartes « à louer » réapparaissent et où « la copropriété se vend mal » cela semble un paradoxe. C'est en réalité le drame le plus aigu de notre pays.

L'observateur, ici, ne fait pas qu'observer. Il juge. Il propose des solutions.



Gaby Sylvia, Claude Titre et Robert Liensol.

l'actualité et des différents courants de pensée des Noirs aux U.S.A., se traduit par une dramaturgie violente, exaspérée, accusatrice. Personnages imaginés, parfois mythiques, mais colportant le quotidien infâme et la chair des hommes qui peuplent l'Amérique. Le langage est ordurier comme si par lui-même il apportait une médecine à tant de maux explosifs. La mort et la sexualité habitent sans cesse cet univers insupportable. Pour ma part, j'ai beaucoup aimé « L'Esclave » qui se situe en pleine anticipation, durant la guerre des races lorsque « l'armée de libération noire » affronte l'autre armée, celle des libéraux blancs. Qu'adviendra-t-il alors de la civilisation bâtarde créée par les deux races ? « L'Esclave » rappelle l'extraordinaire nouvelle de Ray Bradbury où les noirs quittent tous, les U.S.A. pour le premier des voyages interplanétaires.

La mise en scène de Bourseiller est marquée de sa forte personnalité. Les décors métalliques, futuristes, où le blanc-bleu-gris mat côtoie l'ocre leitmotiv. Assurément, Bourseiller est un esthète, mais dans le meilleur sens du terme. Paradoxalement, il impose

un univers physique par l'esprit et la suggestion intellectuelle. La crudité des mots, la présence charnelle et sexuelle, le monde bloqué, naissent d'un décor ambigu et à la limite du malsain (on est loin du bois populaire d'André Acquart). Mise en scène qui va et vient sans arrêt de la pensée aux planches, où les trouvailles de gestes et de mouvements de corps abondent. Ce réalisme est beau, presque fantastique, alors qu'il serait chez d'autres, immédiat, quotidien, simple. Les acteurs soutiennent admirablement le combat sur ce ring poétique et réel. Chantal Darget a la lourde tâche d'une certaine vulgarité parfois un peu excessive. Mais il faut surtout voir les trois acteurs de « L'Esclave », Robert Liensol, Claude Titre, Gaby Sylvia chez qui la lucidité et la passion se hissent au niveau de la tragédie.

Claude Glayman

« Le Métro Fantôme », « L'Esclave », deux pièces de Le Roi Jones (adaptation française d'Eric Kahane), mise en scène d'Antoine Bourseiller, Théâtre de Poche-Montparnasse (tél. : LIT 92-97).

Vient de paraître

● **Vance Packard** : Une société sans défense, Calmann-Lévy (pour mieux comprendre le capitalisme américain).

● **David Schœnbrunn** : Les trois vies de Charles de Gaulle (une description détaillée qui est surtout l'œuvre d'un grand journaliste), Editions Julliard.

● **Mohamed Ahmed Selim** : le problème de l'exploitation des eaux du Jourdain. Editions Cujas (la question vue par un spécialiste arabe pour confronter avec le point de vue israélien).

● **Mohamed C. Sahli** : Décoloniser l'Histoire, François Maspéro (une introduction de l'histoire du Maghreb, à rapprocher de l'ouvrage de Mostepha Lacheraf, paru chez le même éditeur).

● **Danilo Dolci** : Enquêtes sur un

monde nouveau, François Maspéro (sous-développement et socialisme quotidiens, observés à la loupe par le spécialiste de la Sicile).

● **Jacques Berque, J.-P. Charnay** : De l'impérialisme à la décolonisation, Editions de Minuit (un ensemble de textes où l'on retrouve quelques-uns des meilleurs connaisseurs du tiers monde).

● **Fernand Gigon** : Les Américains face au Vietcong. Flammarion (indispensable pour suivre une guerre tragique dont on n'a pas fini de tirer des leçons).

● **Martine Lyon** : Les Chinois (un merveilleux album de photographies préfacé par J. Roy. Un complément visuel nécessaire à l'abstraction des analyses. Un cadeau utile à l'approche des fêtes). Editions Julliard.

THÉÂTRE

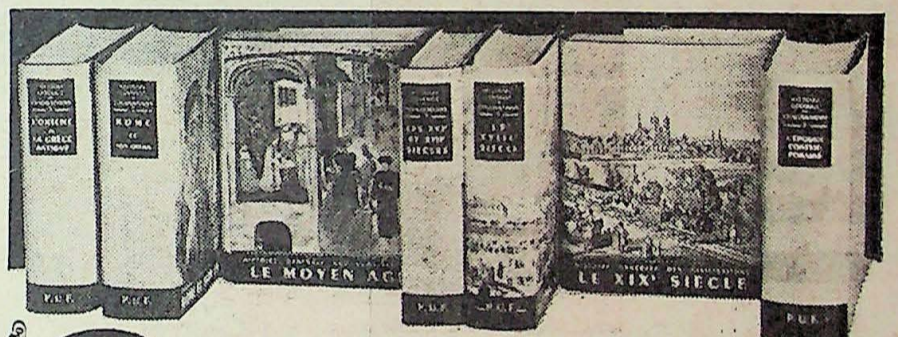
La Bombe des Nègres

Tant qu'il y aura des Noirs et des Blancs, des Nègres et des Américains tout court, la vie sur terre sera impossible, l'antagonisme entre les races dévorant. Cette vision apocalyptique, sans issue, enveloppe les deux pièces d'un jeune auteur noir américain que vient de mettre en scène Antoine Bourseiller. Depuis quelques mois, les hommes de couleur sont l'objet de la scène : « L'Exception et la Règle » de B. Brecht, régie de J.-M. Serreau ; par le même J.-M. Serreau, « La Tragédie du Roi Christophe » ; les « Chiens » de l'apartheid, avec G. Garran. Jamais, pourtant, l'enfer des peaux différentes n'avait déferlé avec autant de cruauté inéluctable. Pour Le Roi Jones qui appartient à la nouvelle école américaine (Albee, Schisgal, Kopit, ect.) rien ne doit être tenté, tous les libéralismes ont prouvé leur vanité, la communion des races désormais interdite ne sera plus que

le reflet d'une solution fichue. Le procès sans appel de notre civilisation se dégage de cet affrontement qui étouffe les dernières tentatives individuelles. Il faut assumer ce nouveau huis clos et bannir l'espoir. Aujourd'hui une ségrégation timide, demain la guerre des races où Noirs et Blancs seront confondus par la même intolérance.

Et si les Noirs avaient pu à temps devenir des bourgeois blancs, aurait-il existé possibilité d'entente ? Par sa vie privée Le Roi Jones démontre que non. Après ses premiers succès, il a déserté les quartiers riches de Manhattan pour prendre en charge sa terre natale : le ghetto de Harlem dont il ne sortira plus, qu'il fera sien jusqu'à la catastrophe finale. Intransigeance et refus absolus !

Scéniquement, cette vision, née de



pour 36 F par mois
HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS
complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale
La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des droids, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'**HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS**, publiée par les célèbres **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie **PILOTE** aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36 F ou 3 versements de 135 F ou 390 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement postez donc dès aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie **PILOTE** 22, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'**HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS**. Si je ne vous renvoie pas dans les 7 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 390 F comptant en 3 mensualités de 135 F en 12 mensualités de 36 F.
Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

CONFIRMEZ VOTRE NON A DE GAULLE

VOTEZ MITTERRAND



CONFIRMEZ VOTRE NON A DE GAULLE

VOTEZ MITTERRAND

